

Fiche de présentation

1. Le rapprochement franco-britannique : l'avenir de l'Europe.

2. Capitaine de frégate, Marine, du CHE Charles-Henri, France.

3. Janvier 1999

4. Division B

5. Mémoire de géopolitique

6. Résumé de synthèse :

Ce mémoire a pour but de démontrer que la nouvelle donne géopolitique issue de l'après-guerre-froide, a rendu possible un rapprochement durable entre la France et la Grande-Bretagne, qui peut s'avérer profitable à l'émergence d'une Europe politique et stratégique.

7. Mots clés :

Défense

Europe

Relations franco-britanniques

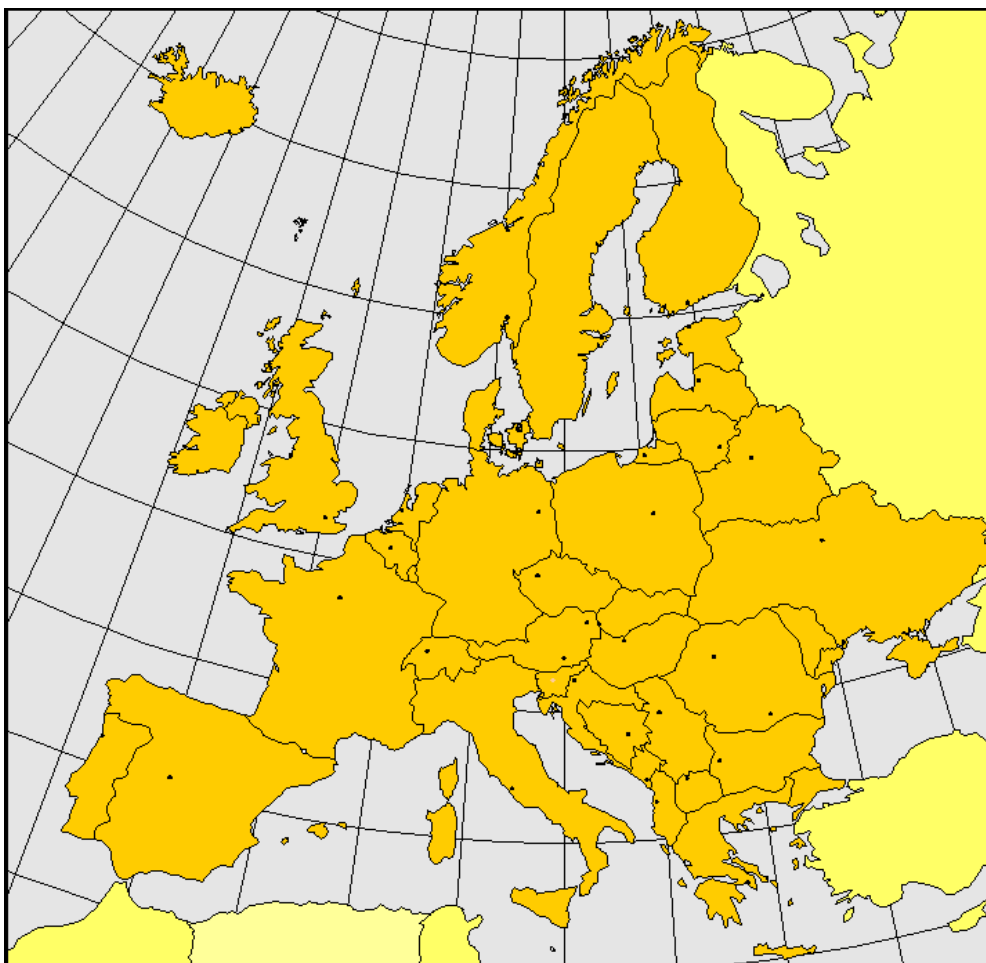


Capitaine de frégate du Ché

Groupe B5

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

***LE RAPPROCHEMENT FRANCO-BRITANNIQUE :
L'AVENIR DE L'EUROPE***



Janvier 1999

LE RAPPROCHEMENT FRANCO-BRITANNIQUE :

L'AVENIR DE L'EUROPE

SOMMAIRE :

AVANT-PROPOS

1. Les rapports franco-britanniques jusqu'à la guerre froide : histoire d'une rivalité

1.1. L'héritage commun

1.2. La naissance du particularisme anglais

1.3. L'émergence et le développement d'une géopolitique originale

1.4. Les rapports face à l'Europe

1.5. Le bilan des convergences et des divergences

2. L'après guerre-froide : l'Europe confrontée au retour de l'histoire

2.1. Les grandes mutations mondiales. Position du problème

2.2. L'émancipation de l'Allemagne

2.3. La stratégie globale des États-Unis

2.4. L'érosion de la spécificité française

2.5. La position de la Grande-Bretagne

2.6. La crise yougoslave : le révélateur de la nouvelle donne géopolitique

3. Le renouveau des relations franco-britanniques : fondements et perspectives

3.1. Les raisons britanniques

3.2. Les raisons françaises

3.3. La coopération dans les domaines militaires, moteur du rapprochement

3.4. Les résistances qui subsistent

3.5. Les chances de pérennité du couple franco-britannique

3.6. L'apport du couple franco-britannique à l'avenir de l'Europe

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

AVANT-PROPOS

Aujourd'hui, l'immense majorité de la classe politique et intellectuelle française nous explique, à grands renforts médiatiques, les bienfaits de la monnaie unique et de la marche vers une Europe plus intégrée et plus fédérale, au point qu'imaginer en débattre paraît de plus en plus incongru. Dans la logique de cette pensée unique, il est encore plus inconvenant d'oser avancer qu'il puisse y avoir une alternative au couple franco-allemand qui, comme chacun le sait, est le moteur incontournable de la construction européenne. Parallèlement à cela, il est communément admis qu'il est impossible de faire progresser sérieusement l'Europe avec la Grande-Bretagne, même si les positions de cette dernière semblent depuis quelques années moins négatives sur le sujet. La *perfidie Albion* restant, à n'en pas douter, viscéralement attachée à son insularité et à sa *relation spéciale* avec les États-Unis, ses initiatives européennes ne peuvent être considérées qu'avec la plus grande suspicion.

Si ces thèses ont certainement été fondées jusqu'à un passé récent, elles semblent aujourd'hui bien artificielles, au regard des bouleversements géopolitiques considérables qu'a connus l'Europe depuis la fin de la guerre froide. Maintenant que l'histoire a repris son cours, elles méritent à tout le moins d'être réévaluées en fonction des nouveaux équilibres et de la géopolitique des principaux États concernés. Cette étude a ainsi pour ambition de montrer qu'il existe, au rebours des idées reçues, des bases objectives à un rapprochement durable entre la France et le Royaume-Uni, et que, dans le nouveau contexte international, la solidité et l'influence du couple franco-britannique sont le meilleur moyen d'apporter une réponse crédible, non seulement à une politique de défense commune, mais plus largement à l'avenir politique et diplomatique de l'Europe.

Pour étayer cette thèse, nous commencerons par étudier historiquement les rapports entre la Grande-Bretagne et la France. Il s'agira de montrer comment, à partir de racines souvent communes, les destins géopolitiques des deux plus vieux États-nations du monde

occidental se sont construits l'un par rapport à l'autre, afin de mieux comprendre ce qui peut les séparer ou les unir, sur les problèmes européens en particulier.

Il sera alors intéressant d'examiner dans un second temps, comment la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS vont modifier les intérêts et les comportements des États qui sont au coeur de la nouvelle problématique européenne. Nous serons ainsi amenés à envisager le cas de l'Allemagne réunifiée, mais également celui des États-Unis et de leurs rapports avec l'OTAN. Nous pourrions mesurer ensuite combien ces évolutions vont modifier les situations respectives de la Grande-Bretagne et de la France, et comment la crise en ex-Yougoslavie, va conduire ces deux puissances à redécouvrir leurs convergences d'intérêts et à se rapprocher.

Pour finir, il s'agira alors d'étudier les chances à long terme de cet axe franco-britannique en analysant en particulier l'évolution des liens traditionnels entre le Royaume-Uni et les États-Unis d'une part, et la France et l'Allemagne d'autre part. Il restera alors à démontrer, qu'un tel rapprochement s'appuie sur des considérations géopolitiques et culturelles solides, et qu'il peut jouer un rôle déterminant pour faire de l'Europe, plus qu'un simple espace économique centré sur la Mitteleuropa, une puissance ouverte sur le monde et ayant les moyens d'une politique globale.

1. Les rapports franco-britanniques jusqu'à la guerre froide : histoire d'une rivalité

La plupart des Français et des Britanniques ignorent combien leurs destins ont été proches et comparables au début de leur histoire, tant l'image d'une France latine et continentale opposée à une Angleterre anglo-saxonne, et depuis toujours maritime, paraît ancrée dans les esprits. Or, on ne peut s'intéresser aux rapports complexes et passionnels qui existent entre ces deux pays si l'on ne va pas plonger aux racines de leurs origines.

1.1. L'héritage commun

La grande île, que l'on appelait autrefois la Bretagne, fut colonisée entre les VI^e et IV^e siècles avant J.C. par des Celtes venus de la vallée du Danube et de Gaule. Plus tard, elle fut aussi envahie par les Romains : par César d'abord en 55 avant J.C, puis surtout par Claude un siècle plus tard. A cette époque les relations entre les Celtes de Bretagne et ceux du nord-ouest de la France étaient particulièrement étroites. Pourtant, malgré quatre siècles de domination pacifique, et contrairement à la France, l'Angleterre n'a conservé que peu de

traces de la culture celto-romaine. A l'inverse de la langue française dont les principaux éléments ont été fournis par le bas-latin, la plupart des mots anglais d'origine latine sont, ou des mots savants introduits beaucoup plus tard, ou des mots français datant de la conquête normande. Cependant, comme le remarque André Maurois dans son *histoire d'Angleterre* : " Le fait le plus important que l'on puisse observer sur la France et l'Angleterre n'est pas qu'on y trouve des monuments romains ; c'est qu'elles sont des monuments romains... ". Dans l'héritage romain en effet, l'Angleterre comme la France trouveront le christianisme et l'idée de l'État.

Suivirent ensuite, à partir du V^e siècle les invasions des Angles, des Saxons et des Jutes qui, refoulant les Celtes dans les régions montagneuses de l'ouest (ils deviendront les Gallois), s'installèrent dans la plus riche partie du pays. D'autres Celtes émigrèrent en Armorique qui devint la Petite-Bretagne. Entre ces deux Bretagnes, le lien fut durable comme en témoigne la mythologie des chevaliers de la table ronde : Tristan est un Breton, Lancelot est venu de France à la cour du Roi Arthur, et Merlin fait la navette entre les deux pays. Les VII^e et VIII^e siècles verront la christianisation de l'Angleterre et les IX^e et X^e siècles plusieurs importantes invasions danoises. Parallèlement à cela, les nombreux royaumes existant en Angleterre finirent par fusionner au IX^e siècle en un seul, le Wessex, ce qui fait de l'Angleterre le plus vieux royaume chrétien d'Europe après la France.

1066 est encore pour beaucoup d'Anglais une date funeste, car elle marque le début de la conquête normande et l'arrivée au pouvoir d'une élite ayant une culture très différente de la culture anglo-danoise. On ne mesure pas toujours la francisation que connut l'Angleterre à cette époque. Sans revenir sur les prétextes qui conduisirent Guillaume le conquérant à envahir l'Angleterre, il faut se rappeler que celui-ci avait obtenu du pape l'accord pour que son invasion soit une croisade, si bien qu'aux côtés des chevaliers venant d'une Normandie francisée depuis près de deux siècles, figuraient des chevaliers bretons, angevins, flamands, lorrains et d'Ile-de-France en quête de territoires à recevoir. Ces continentaux, qui n'étaient guère plus de 12000 hommes dont moins de 5000 chevaliers, vont faire disparaître l'aristocratie anglo-saxonne, introduire le cérémonial et la hiérarchie de la chevalerie française, et très vite accaparer les postes clés et les plus belles terres du royaume, tout en conservant leurs domaines de l'autre côté de la Manche.

Lorsque les comtes d'Anjou, les fameux Plantagenêts, deviendront par mariage rois d'Angleterre, leur royaume se trouvera alors lié politiquement, outre à la Normandie, à beaucoup d'autres régions de France, parmi lesquelles l'Anjou, le Maine, le Poitou et l'Aquitaine. Celles-ci appartenaient au roi d'Angleterre mais restaient vassales du roi de France, ce qui constitua les premières sources de conflit entre les deux royaumes. Les rois *français* d'Angleterre auront en fait une politique anglaise et continentale commune avec prédominance des attaches avec la France. Le roi Henry II passera ainsi 21 ans sur le continent sur les 34 années de son règne. Il s'ensuivra jusqu'à la fin du XIII^e siècle une complète domination de la culture française en Angleterre. En 1207, plus de 80% des prénoms étaient devenus français (Guillaume, Robert, Richard...). Les ordres monastiques français fondèrent de nombreuses abbayes et introduisirent l'art roman puis l'art gothique :

l'abbaye de Westminster fut réédifiée sous Henry III sur modèle français. Comme le dit Kenneth Morgan dans son *Histoire de la Grande-Bretagne* : " La prééminence française s'accusait si vigoureusement dans la musique, la littérature et l'architecture que le français revêtit un caractère international, étant parlé par toute personne qui prétendait à quelque culture.... c'est en français que l'on traitait de droit et d'administration foncière, en français que l'on chantait et rimait, de France que venaient chansons et ballades. Autrement dit, la conquête normande ouvrit une période où l'Angleterre, comme le royaume de Jérusalem, ne peut être mieux décrite que comme une France d'au delà la mer, l'outremer. Politiquement elle constituait une colonie française (sans être une possession du roi de France) jusqu'à l'aube du XIII^e siècle ; culturellement elle allait le rester plus tard encore.... ".

En somme, si l'empire franco-anglais des Plantagenêts avait survécu à Henry II, le destin de l'Europe aurait probablement été très différent et le français serait sans doute aujourd'hui la première langue mondiale.

1.2. La naissance du particularisme anglais

Cependant l'Angleterre va peu à peu s'éloigner de la France. Au début du XIII^e siècle Jean sans Terre, qui n'avait pas les qualités de son père Henry II et de son frère Richard Coeur de Lion, fut dépossédé par Philippe Auguste de tous ses territoires français, sauf Bordeaux et la Guyenne.

Ainsi l'Angleterre qui n'était jusqu'alors qu'une des provinces de l'orbite angevine, devint le centre indiscutable des biens des Plantagenêts et commença à se particulariser, sous l'impulsion de la noblesse qui avait perdu ses attaches continentales. La fin du XIII^e siècle fut marquée par une anglicisation rapide tandis que déclinaient l'emploi et la compréhension du français. C'est aussi l'époque qui vit la naissance de la francophobie chez le peuple anglais. Cette hostilité était déjà latente envers les chevaliers normands qui occupaient l'Angleterre (le meilleur exemple étant illustré par la légende de *Robin des Bois*), mais elle s'accrut avec la perte des possessions continentales, l'alliance franco-écossaise de 1295 et surtout les conséquences de la guerre de cent ans.

Ce conflit discontinu, qui s'acheva au milieu du XV^e siècle, allait en effet conduire à développer des sentiments nationaux antagonistes très forts des deux côtés de la Manche. Comme le fait remarquer André Maurois : " Entre la France et l'Angleterre, une haine était née qui allait durer avec quelques intermittences, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, et laisser dans les masses populaires des deux pays une héréditaire et invincible méfiance... ". Par ailleurs la fin de la guerre de cent ans aura pour conséquence de plonger l'Angleterre dans l'anarchie

avec la *guerre des deux roses* et de l'isoler du continent. Lorsque d'obscurs hobereaux gallois, les Tudors, conquerront la couronne sur les derniers rois plantagenêts en 1485, ce sera le début d'une nouvelle ère et l'émergence d'une géopolitique radicalement différente.

Cependant les monarques anglais garderont encore longtemps cette nostalgie du riche et beau royaume continental, puisque ce n'est qu'en 1801 qu'ils cessèrent de se qualifier *Roi de France et d'Angleterre*. Par ailleurs les institutions britanniques, notamment dans le domaine juridique, conserveront pendant des siècles les marques extérieures de l'influence franco-normande, comme en témoignent encore aujourd'hui certaines formules françaises utilisées dans les plus hautes instances politico-juridiques, et singulièrement les devises de la monarchie.

Au moment où la France et l'Angleterre vont emprunter des voies plus contrastées et renforcer leurs particularismes, il était important de rappeler dans le cadre de notre étude, combien leurs destins ont été longtemps mêlés et marqués par des influences communes. Ainsi que l'explique André Maurois, si l'Angleterre située exactement à la frontière qui sépare les langues romanes des langues germaniques a su combiner les éléments de ces deux cultures, elle reste profondément différente de l'Allemagne pour qui la culture latine ne fut jamais qu'un ornement, souvent rejeté avec horreur, et il conclut ainsi : " Trois fois, par la conquête romaine, par le christianisme, par les Normands, l'Angleterre prendra contact avec le monde latin et l'impression que celui-ci laissera sur elle sera profonde. ".

1.3. L'émergence et le développement d'une géopolitique originale

La position de l'Angleterre sur le globe va changer du XV^e au XVII^e siècle. Alors que sous l'antiquité et le Moyen Âge, elle était la frange extrême et brumeuse d'un monde qui était centré sur le bassin méditerranéen, plusieurs bouleversements conduisirent à renforcer sa position. L'extension de l'Islam, la découverte de l'Amérique et surtout l'émigration des Puritains entraînèrent un déplacement des routes du commerce, et firent de la Grande-Bretagne la base la plus avancée de l'Europe en face du nouveau monde. Ce fut la force des Tudors de l'avoir compris. Sous leurs règnes, essentiellement ceux d'Henry VIII et d'Élisabeth I^{re}, ils renforcèrent la monarchie et l'organisation de l'État, s'émancipèrent de la seule suzeraineté qui leur restait sur le continent en fondant l'Église anglicane, et enfin, en battant *l'invincible Armada*, favorisèrent la prodigieuse vocation maritime de leur pays.

La stratégie impériale britannique a consisté depuis Henry VIII, à s'appuyer sur le grand avantage de l'insularité, pour rester si possible en dehors des querelles de l'Europe, et à intervenir si nécessaire contre la puissance hégémonique du continent. Churchill expliquait ainsi en 1936, devant les membres du comité des affaires étrangères : " Pendant 400 ans la politique étrangère de l'Angleterre a été de s'opposer à la plus forte, à la plus agressive, à la plus dominante puissance sur le continent... ". Cette politique a été d'abord suivie contre l'Espagne de Philippe II, puis essentiellement contre la France jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par l'Allemagne de Guillaume II.

Ainsi, l'arrivée sur le trône en 1688 de Guillaume d'Orange, le roi le plus francophobe que l'Angleterre ait connu, allait marquer le début de ce que l'on a souvent appelé *la deuxième guerre de cent ans*. Cette suite de guerres discontinues consista pour la Grande-Bretagne, qui avait le plus souvent la maîtrise des mers, à créer des coalitions continentales contre la France, tout en la dépossédant de son premier empire colonial. Elle s'acheva par la défaite de Napoléon à Waterloo, qui consacra définitivement la prééminence britannique en Europe. Tout en renforçant les antagonismes franco-britanniques, ces conflits auront eu pour effet de convaincre la Grande-Bretagne de la justesse de sa stratégie d'équilibre, mais aussi de l'éloigner encore plus du continent. Bolingbroke, le ministre anglais qui négocia le traité d'Utrecht en 1713 écrivait déjà à l'époque : " Nous ne devons jamais oublier que nous n'appartenons pas au continent, mais que nous en sommes les voisins... ". Ainsi, si l'Angleterre prévoit de s'ériger systématiquement en adversaire de la puissance la plus forte du continent, elle entend aussi ne pas se mêler inutilement des querelles continentales quand ses intérêts ne sont pas affectés. Le résultat, d'après Kenneth Morgan est, qu'alors qu'au XVIII^e siècle la Grande-Bretagne faisait partie de la communauté européenne, après 1815, assurée par sa suprématie navale et l'équilibre instauré par le traité de Vienne, elle resta pendant un siècle le plus souvent à l'écart de la vie européenne. Elle ne s'occupa plus que de l'extension de son empire ainsi que du développement de son industrie et de son commerce. Ce sera l'âge d'or du *splendide isolement*.

Le XIX^e siècle fut pour la Grande-Bretagne celui d'un essor géopolitique à l'échelle mondiale qui lui fera posséder le plus grand empire jamais connu, couvrant le quart des terres de la planète et abritant près du tiers de sa population. Cela marqua très profondément la mentalité anglaise. C'est en effet réellement de l'ère victorienne que datent les sentiments d'orgueil, de supériorité et de détachement du peuple britannique. Au cours de ce siècle d'expansion coloniale elle se trouvera souvent en opposition avec la France, mais en dépit de l'incident de Fachoda, n'eut jamais à la combattre. Au contraire, Français et Britanniques interviendront ensemble en Crimée (1854-1856) contre les Russes, et il est intéressant de noter que l'expression *Entente cordiale* apparut pour la première fois en 1843, à l'issue d'une visite amicale de la reine Victoria au roi Louis-Philippe. Cependant, les vieilles rancœurs entre les deux nations étaient loin d'avoir disparu et il serait plus juste de parler au XIX^e siècle de "méfiance cordiale".

La montée en puissance de l'Allemagne, qui va commettre l'erreur d'avoir des ambitions maritimes concurrentes, va conduire à une mutation fondamentale de la géopolitique

britannique au début du XX^e siècle : ce sera l'*Entente cordiale* en 1904 avec la France, sa rivale historique, qui sera suivie d'un rapprochement avec la Russie en 1907. Le Royaume-Uni fidèle à sa vieille politique et jugeant ses intérêts menacés, s'intéressa à nouveau à l'Europe continentale. Pourtant, dès la fin de la guerre, la Grande-Bretagne qui avait combattu aux côtés de la France sur le continent, mais aussi sur d'autres théâtres (Moyen Orient, Afrique) où elle avait des arrière-pensées politiques et économiques, retrouva sa politique traditionnelle. Ne voulant pas que la France sorte trop renforcée de sa victoire, elle soutint l'Allemagne au traité de Versailles, puis se replia sur la gestion de son empire, qu'elle avait pris soin d'agrandir aux dépens de l'Allemagne et de la Turquie. Elle ne se résoudra à soutenir la France contre l'Allemagne qu'au dernier moment en 1939, c'est à dire trop tard. La Grande-Bretagne aurait pourtant pu, à partir de 1914, se comporter avec la France comme avec un allié permanent, c'est à dire selon la définition de Raymond Aron : " des États qui, quelle que soit l'opposition de certains de leurs intérêts, ne conçoivent pas, dans l'avenir prévisible, qu'ils puissent se trouver dans des camps opposés. ". Inquiète et jalouse du renforcement temporaire et pourtant bien fragile de la France, elle préféra revenir une fois encore à sa traditionnelle politique du balancier n'intervenant qu'en extrême urgence pour rétablir une Europe conforme à ses intérêts. Comme le dit François Thual dans ses *méthodes de la géopolitique* : " Ce qui importe pour Londres, c'est de conserver son empire, et notamment les Indes, source d'importants revenus et base de sa puissance. ". Les dérobades britanniques, mais aussi américaines dans l'entre-deux guerres provoqueront le ressentiment de la France et influenceront sur ses politiques ultérieures.

La Seconde Guerre mondiale sera la véritable origine de ce que l'on appelle depuis *la relation spéciale* entre les puissances anglo-saxonnes. Au début, l'alliance avec les USA et l'URSS était purement militaire, mais Churchill était préoccupé par le souci supplémentaire de maintenir à la Grande-Bretagne son statut de grande puissance. Pour s'affranchir à terme de l'influence de ces colosses et jouer la carte de l'Europe, un rapprochement complet avec la France libre aurait pu être envisagé. De Gaulle pensait qu'Anthony Eden, le chef du *Foreign Office* y était disposé, mais il écrit dans le tome 1 de ses *mémoires de guerre* : " M. Churchill avait, une fois pour toutes, décidé de s'incliner devant l'impératif de l'alliance américaine... ". Son seul espoir était en effet de manipuler les USA, en préservant les relations spéciales entre Anglo-Saxons, tout en empêchant une entente soviético-américaine. La Grande-Bretagne espérait ainsi vis à vis des États-Unis, être par son expérience la nouvelle Athènes, guidant et contrôlant la nouvelle Rome dans les méandres des affaires internationales. Ce choix allait peser lourdement dans les rapports ultérieurs avec la France et l'Europe. De Gaulle constate dans ses *mémoires de guerre* : " Faute que la France pût jouer son rôle traditionnel de chef de file du vieux continent, cet effacement de l'Angleterre, qui malgré son insularité y était étroitement liée, faisait assez mal augurer de la façon dont, pour finir, seraient réglées les affaires de l'Europe. "

1.4. Les rapports face à l'Europe

Une fois les fondements de la géopolitique britannique rappelés, il convient en effet d'examiner maintenant comment celle-ci va s'exprimer jusqu'à la guerre froide, face au développement de la communauté européenne et en quoi elle diffèrera dans ce domaine de la position française que nous rappellerons ensuite.

La Grande-Bretagne et l'Europe

Au lendemain de la guerre, Churchill résumait ainsi la position britannique au sujet de l'Europe : " Nous sommes pour mais n'en faisons pas partie ". Pourtant à cette époque, les Américains qui étaient alors favorables au développement d'une Europe unifiée, poussaient la Grande-Bretagne à s'y associer. Celle-ci préféra pourtant jouer la carte de *la relation spéciale* transatlantique et resta dans un premier temps en marge de l'Europe.

La prise de conscience réelle par les Britanniques du déclin de la puissance de leur pays, ne date que des années 60, après la crise de Suez, l'abandon des dernières colonies africaines et la fin de l'engagement en Asie. Ils mesurèrent à la même époque qu'ils étaient dépassés en croissance économique par leurs voisins européens, en particulier ceux qui appartenaient au marché commun. Enfin, lorsqu'en 1966 la livre sterling, orgueil de la puissance financière de la Grande-Bretagne sera dévaluée, les Britanniques auront un tel doute sur l'avenir économique de leur pays, que les deux tiers d'entre eux seront favorables à l'adhésion dans le marché commun. Quatre ans plus tard, la situation paraissant moins inquiétante, la proportion sera exactement inverse. La part d'opinions favorables fut à nouveau de 70% lors du référendum d'adhésion de 1975, et retomba à 30% à l'époque de Maastricht. Cette versatilité traduit déjà le fait que, pour les Britanniques l'Europe n'est pas un but en soi, mais ne se conçoit que par rapport aux avantages qu'elle peut leur apporter, notamment sur les plans économiques et financiers. L'adhésion à l'Europe ne sera pour eux qu'une affaire de raison et de résignation. Encore leur faudra-t-il, avant d'être acceptés en 1972, essayer à deux reprises le veto du général de Gaulle qui ne les estimait pas prêts à adopter les règles du marché commun sur le plan agricole (accords avec le Commonwealth) et leur reprochait d'être tombés sous la dépendance nucléaire des Américains par les accords de Nassau.

Une fois dans l'Europe, la Grande-Bretagne va essayer d'en tirer tout le parti possible, se faisant le chantre du libre-échange et mettant à profit les compétences financières de la *City*. Tout en conservant ses liens privilégiés avec les États-Unis (40% des investissements américains dans l'union Européenne se trouvent en Grande-Bretagne), elle n'hésita pas non plus à ouvrir ses portes aux industries japonaises. Pour le reste elle resta, conformément à sa politique traditionnelle, prudemment éloignée des querelles continentales, n'intervenant que lorsque ses intérêts lui paraissaient menacés, notamment en cas de dérives supranationales des autorités bruxelloises. Margaret Thatcher en particulier utilisera habilement l'Europe comme aiguillon indispensable à la modernisation de son pays.

En somme, la politique de la Grande-Bretagne sur le déclin économique et financier, a été de rehausser son rang et son importance, en cultivant sa différence, et en devenant en Europe la tête de pont politique des États-Unis et la tête de pont économique du Japon. Mais il faut noter par ailleurs, le temps faisant son oeuvre et les avantages procurés par l'Europe devenant plus perceptibles, qu'une majorité des électeurs britanniques considéraient, dès la fin des années 80, que l'avenir de la Grande-Bretagne était lié à l'Europe plutôt qu'aux États-Unis et au Commonwealth. André Wilmots peut ainsi affirmer dans son *Royaume démuni* : " Il est incontestable qu'à long terme, plus que l'Amérique, c'est l'Europe qui présente le pôle d'attraction de beaucoup de jeunes Britanniques pour qui l'Empire n'est plus qu'un lointain souvenir ".

La géopolitique française et l'Europe

Avant d'examiner, par comparaison, la politique européenne de la France, rappelons brièvement quelques fondements de la géopolitique française.

La France est le plus vieil État-nation du monde occidental. A partir de Clovis, baptisé en 496, puis sous les Capétiens qui règnèrent sans interruption jusqu'à la Révolution, et enfin sous les différents régimes qui suivirent, elle s'est construite autour d'un État fort et centralisé, seul garant de la survie du pays face aux agressions extérieures et intérieures qu'a connu sa longue histoire.

Par ailleurs, presque île ou isthme européen selon les thèses, terre sous laquelle reposent d'après l'historien Pierre Chaunu le plus d'humains au monde, elle a été au fil des siècles le creuset au sein duquel se sont fondues les races et les cultures européennes. Cette originalité unique en Europe, ajoutée à la richesse naturelle de son terroir et à la cohérence de son État, ont fortement contribué au rôle politique et culturel de premier plan qu'elle a longtemps joué en Europe et dans le monde. Ce rayonnement a été tel, qu'après avoir pourtant cédé définitivement en 1815 la première place à la Grande-Bretagne, elle continuait à rester au XIX^e siècle le modèle culturel des élites européennes. Cela marqua profondément les Français et doit être souligné si l'on veut expliquer objectivement les rapports de la France avec l'Europe.

Sur le plan géostratégique, la France, pays continental à la frontière nord-est très vulnérable, a toujours été obsédée par les risques d'invasion. Elle a donc passé son temps à fomenter des alliances pour desserrer l'étau dans lequel elle se sentait prise, contre l'empire des Habsbourg d'abord, puis lorsqu'elle deviendra puissante, l'Allemagne. Contrairement à la Grande-Bretagne, protégée par son insularité, il lui a souvent fallu chercher à n'importe quel prix des alliés pour sa survie. Elle a par ailleurs été le plus souvent tiraillée entre deux politiques d'alliances contraires, et s'est efforcée de tenir tête en même temps à la puissance maritime et

à la puissance continentale du moment. Enfin la France s'est toujours battue contre les empires et supporte traditionnellement très mal les alliances dominées par une puissance hégémonique.

Pour en venir maintenant à ses rapports avec l'Europe, il est indéniable que Paris s'est lancé dans cette aventure, avant tout pour contrôler et neutraliser la puissance allemande. Après que l'Allemagne a été poussée par les États-Unis, à partir de 1950, à réarmer dans le cadre de l'OTAN, et le refus opposé à de Gaulle en 1958 par les Américains et les Britanniques de participer à un directoire à trois, la France a tendu la main à l'Allemagne d'Adenauer dans un esprit avant tout sécuritaire. Il s'agissait selon les termes de Michel Debré de *ligoter l'Allemagne*. Le modèle français pour l'Europe pouvait être résumé ainsi : mettre la puissance économique de l'Allemagne au service d'un bloc ouest-européen, dont la France assurerait *de facto* la direction politique, en tentant par ce biais de l'arracher au prisme atlantique qui condamnait l'Europe au protectorat américain. Ce rapprochement a aussi été rendu possible parce que l'Allemagne était divisée. De Gaulle déclarait d'ailleurs en 1962 : " Sans la division de l'Allemagne en deux, il n'y aurait jamais eu l'ombre d'une politique européenne. " .

Par ailleurs, de Gaulle a cherché méthodiquement à construire un espace d'autonomie à la France. Il s'est ainsi débarrassé de l'Empire, a développé une force nucléaire indépendante, s'est retiré des structures intégrées de l'OTAN, a cherché à renforcer la puissance économique et commerciale de la France, le tout en concevant l'Europe comme un moyen de la grandeur de la France.

Alliée des États-Unis, certes récalcitrante, mais toujours fidèle dans les crises (Cuba en 1962, les euromissiles en 1983), Paris a toujours cherché à retrouver sa liberté d'action et son influence lorsque le monde occidental n'était pas menacé. Ainsi, après le refus opposé à de Gaulle en 1958 par les Anglo-Saxons à sa proposition de directoire à trois, la France se méfia de plus en plus de la structure intégrée de l'OTAN implicitement sous domination anglo-américaine. C'est pour cela que, tout en réaffirmant son appartenance à l'Alliance atlantique, elle se retirera du commandement intégré en février 1966.

En somme, s'il fallait résumer la politique de la France pendant les 30 années qui ont précédé la chute du mur de Berlin, on pourrait dire qu'elle a réussi à jouer avec succès un rôle indépendant dans une Europe alignée, au sein de laquelle la puissance allemande était neutralisée.

1.5. Le bilan des convergences et des divergences

Ainsi, après des siècles de guerres, de rivalités, et d'alliances plus ou moins cordiales entre la Grande-Bretagne et la France, il apparaît que nulle part ailleurs dans l'histoire, des géopolitiques se sont à ce point développées l'une par rapport à l'autre. Qu'en reste-t-il aujourd'hui et quels sont réellement les constantes que l'on peut identifier dans les relations franco-britanniques ?

Il y a tout d'abord une singulière similitude de destin : ce sont indubitablement les deux plus vieux États-nations du monde occidental marqués à la fois par la démocratie et un pouvoir central puissant ; ils ont tous deux su faire la synthèse de civilisations diverses et se sont prolongés dans de vastes empires coloniaux ce qui donne à leurs cultures un universalisme et un prestige particuliers ; après s'être longtemps combattus, ils ont mené ensemble les trois grands conflits du siècle, deux guerres mondiales et la guerre froide ; affaiblis, mais ayant conservés des attributs de grande puissance, ils se retrouvent à la fin de ce siècle avec des populations, des économies et des armées de niveau équivalent ; enfin, partagés entre leur nostalgie d'un passé de grande puissance et les contraintes de leur adaptation à un destin plus modeste, ils ne cessent d'exprimer avec la même conviction un sens aigu de leur histoire et de leurs spécificités.

Il y a aussi les incompréhensions et les idées préconçues, issues d'une longue rivalité et de traditions différentes. Edward Mortimer écrivait dans le *financial times* : " Les attitudes des deux peuples l'un envers l'autre ont été un mélange éternellement changeant d'admiration et de mépris. Les Anglais admirent la gastronomie, l'esprit, la galanterie et le génie artistique français ; parfois aussi, l'égalitarisme et la maturité politique de la classe ouvrière française. Mais la frivolité et l'immoralité revendiquées dans l'Hexagone, les rebutent, et ils considèrent que la politique française a une tendance à la violence et à l'autoritarisme. Les Français estiment que la classe supérieure anglaise a bon goût, et ils admirent les traditions britanniques de libéralisme et d'autonomie politique. Mais ils se méfient aussi énormément de la *perfidie Albion* et considèrent que leurs voisins se comportent souvent comme des rustres grossiers et intéressés. " ¹ . La presse populaire, en particulier britannique, n'hésite généralement pas à forcer ces traits outrageusement.

Plus sérieusement, il semble que l'on puisse résumer ainsi les principaux différends franco-britanniques : le Royaume-Uni, fort de sa tradition mercantile reste sur le plan économique et commercial, beaucoup plus libéral et infiniment moins dirigiste que la France ; de plus, sous

l'influence de Margaret Thatcher, il semble être définitivement revenu de l'État-providence et adopte un comportement moins viscéralement social que celui des gouvernements français ; enfin, bien qu'également prestigieuses, les diplomaties s'opposent généralement sur la forme. Le style diplomatique français, issu d'une longue tradition de grands commis de l'État est classique et formaliste. Marquée par l'histoire continentale de la France, la diplomatie française cherche toujours à anticiper pour se protéger. Le style britannique, qui s'est formé sous la protection de l'insularité et les influences mercantiles, est en revanche beaucoup plus improvisé et pragmatique. Les différences d'appréciation sur l'OTAN et l'Europe en sont les exemples concrets.

Il reste que malgré leurs divergences d'intérêt et leurs éternelles querelles, les Français et les Britanniques demeurent plus profondément marqués qu'on ne le croit par leurs épreuves communes. Depuis la guerre de Crimée en 1854, ils ont combattu ensemble sur les champs de bataille du monde entier. Pendant la Première Guerre mondiale, c'est plus de 500.000 soldats britanniques et du Commonwealth qui trouvèrent la mort en combattant côte à côte avec leurs alliés français, et qui reposent désormais pour toujours en terre française. La Seconde Guerre mondiale a certainement été moins solidaire, mais les Français savent ce qu'ils doivent à la résistance du peuple britannique.

Au fond, les Britanniques et les Français ont pris l'habitude de se retrouver dans les moments difficiles, comme il le feront encore à Suez en 1956, ce qui, en dépit de leurs fréquentes divergences d'intérêt, montre qu'ils ont en profondeur des convergences géostratégiques plus grandes qu'il n'y paraît. Il s'agit maintenant d'observer comment ces rapports complexes et passionnés, mais comme nous l'avons vu, loin d'être résolument antagonistes, vont être réévalués en fonction des événements que va connaître l'Europe à partir de 1989.

2. L'après guerre-froide : l'Europe confrontée au retour de l'histoire

" L'État est le plus froid des monstres froids ". *Nietzsche*

2.1. Les grandes mutations mondiales. Position du problème

La chute du mur de Berlin en novembre 1989, et l'effondrement de l'URSS, vont après 40 ans de statu quo, complètement modifier le contexte géopolitique mondial et singulièrement le statut du continent européen dans le monde. Le monde bipolaire issu de la guerre froide avait pour ainsi dire figé l'histoire européenne. En Europe, seule la France par sa politique d'indépendance, parvenait à proposer parfois une alternative diplomatique à l'alignement systématique sur l'un des deux *Grands*. La consécration des États-Unis comme seule superpuissance, la réunification de l'Allemagne et l'émancipation des pays d'Europe de l'est de la tutelle soviétique, ont profondément changé la donne politique et stratégique, en relativisant en particulier l'importance des puissances moyennes que sont la France et le Royaume-Uni. L'histoire du continent européen a tout simplement repris son cours, et les nouveaux rapports de force issus de " l'après guerre-froide " vont être déterminants pour l'avenir de l'Europe tant sur le plan politique, que sur les plans diplomatiques et militaires. Plus encore qu'avant la chute du mur de Berlin, ils se jouent essentiellement entre l'Allemagne, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, avec comme toiles de fond l'Union européenne et l'Alliance atlantique. Il est donc important d'analyser, ce qui pour chacun de ces pays a changé, et comment ils ont réagi à ce nouveau contexte. Nous verrons alors comment les événements, notamment la crise yougoslave, vont contribuer à révéler les nouvelles ambitions de la RFA et des USA et conduire au renouveau des relations franco-britanniques.

2.2. L'émancipation de l'Allemagne

Pendant la guerre froide, l'Allemagne volontairement en rupture avec son passé stratégique et diplomatique, avait adopté une culture d'intégration. Pour compenser cet

effacement elle menait habilement un double jeu : celui du bon élève de l'Alliance atlantique dans le but de retrouver une expression militaire nationale, et celui de pays moteur de l'Europe pour lui permettre d'exprimer sa puissance économique.

Mais depuis 1989 et la réunification, les Allemands qui ont le sentiment d'être devenus la nation la plus puissante d'Europe, renouent peu à peu avec leur identité et leur fierté. L'Allemagne d'ailleurs, a négocié sa réunification directement avec les USA et l'URSS en tenant délibérément à l'écart, la France et la Grande-Bretagne à l'ouest, et la Pologne à l'est. En octobre 1990, le traité germano-soviétique, prévoyant notamment le renoncement réciproque à l'emploi de la force, créa un malaise parmi les alliés occidentaux qui n'ont été consultés que pour la forme. Ce dialogue à trois entre la RFA, les USA et l'URSS va naturellement inciter la France et la Grande-Bretagne à prendre aussitôt des initiatives pour éviter d'être marginalisées et endiguer la nouvelle puissance allemande. Ce sera pour Paris la relance et l'approfondissement de l'Europe avec Maastricht, et pour Londres l'apport d'un soutien inconditionnel aux Américains dans la réforme de l'Alliance atlantique, visant à doter celle-ci d'une capacité classique plus étendue renforçant en particulier le *leadership* européen des Britanniques.

Le paradoxe apparent est que, l'Allemagne qui a retrouvé sa liberté d'action et qui a moins besoin de ses alliances, va maintenir et même renforcer son intégration dans l'OTAN. Sans doute pour ne pas réveiller de vieux démons, mais aussi parce qu'il fallait rassurer les alliés occidentaux de façon à avoir les mains libres à l'est, Bonn va même jouer un rôle important dans l'adaptation de l'Alliance à l'après-guerre froide, et accepter que son armée soit plus intégrée que jamais dans la nouvelle organisation (les forces armées allemandes sont maintenant réparties dans cinq corps d'armée tous multinationaux).

Le problème de cette nouvelle politique allemande est que, pour des raisons essentiellement intérieures, elle cultive les ambiguïtés. Au niveau militaire l'Allemagne répugne à s'engager sur le terrain, mais en juillet 1994 la cour constitutionnelle allemande a levé l'interdit qui limitait l'action de la *Bundeswehr* à la défense du territoire national. Par ailleurs elle se prononce pour une Initiative européenne de sécurité et de défense (IESD), mais soutient les Américains dans leur renforcement d'une Alliance intégrée et dirigée par les Anglo-Saxons. Au niveau politique et diplomatique, elle affirme la caducité des États-nations, prône une Europe fédérale et supranationale en défendant avec obsession l'extension des décisions prises à la majorité, mais de son côté renforce son identité et le pouvoir de l'État au détriment des *länder*. Georges Valence dans *France-Allemagne : le retour de Bismarck* met bien en évidence ce double jeu allemand : " L'Allemagne était d'autant plus encline à multiplier les propositions que, ce qui était pour les autres partenaires un abandon de souveraineté, constituait souvent pour elle une reconquête de souveraineté ".

En somme, et c'est dans la logique de l'histoire, l'Allemagne redevient un grand État comme les autres et, comme tous les États, elle défend d'abord ses intérêts en tendant naturellement vers sa puissance. Alors, tandis que les autres pays européens, en particulier la France, s'occupent de l'Europe, l'Allemagne s'occupe d'abord de l'Allemagne et exerce maintenant sans complexes une hégémonie d'autant plus solide que ses concurrents se croient tenus à la solidarité. Ce retour à une politique d'État de moins en moins masquée, qui n'est pas s'en rappeler d'ailleurs celle de Bismarck, modifie profondément les équilibres géopolitiques du monde occidental au détriment de la France d'abord, mais aussi de la Grande-Bretagne.

2.3. La stratégie globale des États-Unis

Le président Bush a soutenu la réunification allemande et Washington considère ouvertement que l'Allemagne sera son principal interlocuteur sur le vieux continent, n'hésitant pas à lui proposer dès 1989 un *partnership in leadership*. Pour autant, les États-Unis craignant d'être exclus d'une Europe autonome organisée autour de la puissance allemande, ont tenu à soutenir immédiatement l'intégration du nouvel État unifié dans l'OTAN, et à entreprendre aussitôt, principalement avec l'Allemagne, la réforme de l'Alliance atlantique. C'est le Sommet du 6 juillet 1990 qui voit les occidentaux, sous l'impulsion des USA et de la RFA, proclamer la fin de la guerre froide et, en se prononçant pour la coopération avec l'URSS, abandonner ces deux piliers de l'Alliance qu'étaient les doctrines de la défense de l'avant et de la réponse flexible. Il faut se souvenir en effet que pour les Américains, l'OTAN au sein de laquelle leur *leadership* est parfaitement codifié, est la seule institution leur accordant formellement un droit de regard sur les affaires européennes.

La guerre du Golfe a été le révélateur et le *faire-valoir* de la puissance américaine, qui est apparue comme le seul bras séculier de la communauté internationale. Les États-Unis ont en effet réussi à cette occasion à utiliser l'ONU, à contourner l'OTAN, et à reprendre en main leurs alliés européens, puisqu'en plus de la Grande-Bretagne trop heureuse de revaloriser la *relation spéciale*, la France s'est trouvée contrainte d'afficher une solidarité parfaite au moment où l'Allemagne réunifiée modifiait les équilibres du continent. Quant à ceux qui n'intervinrent pas, le Japon et l'Allemagne en particulier, ils durent payer un large tribut, si bien que les États-Unis reçurent 54 milliard de dollars pour l'opération *tempête du désert* ! le dernier volet de cette démonstration de puissance s'est traduit par les pressions économiques qui s'exercèrent, non seulement sur le Koweït qui fut reconstruit par des entreprises américaines, mais également sur l'Allemagne qui fut fortement incitée à favoriser le déblocage des négociations du GATT.

Pour les Américains, la stratégie militaire et la stratégie économique sont en effet de plus en plus liées. C'est la puissance du dollar, valeur d'échange internationale à la suite de la livre sterling, qui leur a longtemps permis de supporter un déficit budgétaire énorme, provoqué notamment par des dépenses militaires proportionnellement deux fois supérieures à celles de l'Europe. Leur stratégie de prépondérance, parfaitement définie dans la *National security strategy*, nécessite non seulement de continuer à disposer d'une supériorité militaire sur n'importe quelle puissance régionale émergente, mais aussi de maintenir et de contrôler un réseau d'alliances leur permettant d'étendre à leur profit l'économie de marché. Cette globalisation économique, politique et culturelle de la planète, visant à maintenir et à reproduire *l'américan way of life* est constamment soutenue et promue par l'élite politique et économique des USA, à commencer par le président Clinton lui-même.

Il est donc probable, parce que dans leur intérêt, que les États-Unis continueront à freiner le processus d'unification politique de l'Europe en cherchant à la diviser pour réduire son influence. S'ils ont en effet moins besoin des Européens sur le plan stratégique, ils les redoutent comme concurrents économiques. C'est la raison de l'évolution de l'OTAN vers une intégration encore plus anglo-saxonne, leur permettant de contrôler la sécurité européenne, et vers son élargissement aux pays qui, désignés par les Américains sont évidemment ceux qui offrent le plus de perspectives économiques. D'ailleurs, comme l'indique Bruno Colson : " La volonté des États-Unis de maintenir leur hégémonie en Europe par le biais de l'OTAN a été dévoilée en 1992 par une fuite d'un journaliste du New York Times, concernant le projet de Defense planning guidance (DPG) ".

Pour bien comprendre cette démarche américaine, rappelons brièvement ce que furent ces mesures d'adaptation de l'OTAN :

- lors du Sommet de Rome en novembre 1991 la nouvelle stratégie de l'OTAN basée sur une définition de la sécurité plus vaste est arrêtée. Elle conduit à fonder le Conseil de Coopération Nord Atlantique (CCNA), véritable plate-forme de consultations entre les 16 membres de l'Alliance et les pays d'Europe centrale et orientale. En revanche, en raison de la désunion des Européens, le débat sur la constitution dans l'ensemble occidental de l'IESD, dont les Américains appuyés par les Britanniques ne veulent pas, a été escamotée.

- au Sommet de Bruxelles en janvier 1994, on assiste à la création du Programme pour le Partenariat pour la Paix (PPP), à la volonté de la France de se rapprocher de la structure intégrée, et à la prise en compte officielle de l'IESD. Force est de constater que, la France ayant échoué dans ses tentatives d'obtenir pour un Européen le grand commandement sud-européen, l'IESD reste pour l'instant une idée purement théorique qui n'a aucune portée pratique, et à laquelle, il faut bien le dire, les Européens ne semblent pas s'intéresser outre mesure.

- le Sommet de Madrid en juillet 1997 consacra l'ouverture à l'est avec le choix régalié des États-Unis, d'intégrer en 1999 dans l'OTAN trois pays (Pologne, République tchèque et Hongrie), parmi les douze qui en avaient fait la demande.

On peut cependant se demander si cet hégémonisme organisé des États-Unis, ne risque pas d'atteindre ses limites et de leur échapper dans le cadre de la mondialisation. Comme le fait remarquer Alfredo G.A. Valladao dans *les mutations de l'ordre mondial* : " Tous les problèmes mondiaux (remise en cause des frontières, intégrismes, nationalismes, séparatismes) compliquent démesurément l'administration d'une *pax americana* ". Cet impérialisme de plus en plus ouvert risque aussi de provoquer par ses excès des réactions de rejet chez les alliés des États-Unis qui sont, pour la plupart, loin d'adhérer au modèle de civilisation américain, à commencer par les Européens eux-mêmes. Il n'est donc pas étonnant que nombreux sont ceux aux États-Unis qui, inquiets par cette dérive expansionniste et les conséquences de la mondialisation, prêchent pour un certain repli américain. Enfin, beaucoup d'analystes font aussi remarquer que l'Amérique, avec ses problèmes internes particuliers et le poids souvent irrationnel de ses *lobbies* et de son opinion publique, a parfois les allures d'un " colosse aux pieds d'argile ".

On peut donc noter en résumé que les États-Unis veulent profiter d'une suprématie sans partage, pour imposer un ordre mondial pacifié, démocratique et libre-échangiste conforme à leurs idéaux et surtout à leurs intérêts. Ainsi le contrôle de l'Union européenne, leur alliée mais leur principale concurrente économique, rentre naturellement dans cette politique globale. Avec l'aide de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne intéressées pour d'autres raisons, ils élargissent donc les compétences de l'OTAN, car cette organisation dont ils assurent le *leadership* est la seule qui leur permet de rester formellement liés aux Européens, et notamment aux Allemands dont ils font maintenant leurs partenaires privilégiés. Ils peuvent ainsi, en tirant profit de ses divisions, freiner le développement d'une Europe diplomatique et militaire indépendante qu'ils jugent contraire à leurs intérêts. Cette politique ambitieuse de l'actuel noyau-dirigeant des États-Unis, repose cependant sur la nécessité d'un consensus national et international dont l'obtention paraît pour le moins aléatoire. Il reste donc pour la France et la Grande-Bretagne des possibilités à exploiter si elles ne veulent pas être marginalisées dans un tel système.

2.4. L'érosion de la spécificité française

Avant la guerre froide, la France avait réussi à se créer une marge de manoeuvre confortable et à pouvoir se prétendre indépendante dans une Europe alignée sur l'Amérique. L'Europe était en fait devenue, outre le moyen de contrôler l'Allemagne, le cadre élargi de sa politique internationale. Paul-Marie Coûteaux, dans *l'Europe vers la guerre*, va jusqu'à affirmer que : " depuis de Gaulle, le poids de la France n'avait cessé de croître et par l'effet de sa politique d'indépendance (indépendances africaines, indépendance militaire et diplomatique) elle était peu à peu devenue l'autre *Grand* de l'organisation universelle ".

Or, à partir de 1990, la situation de la France vis à vis de l'Allemagne va changer radicalement. Comme l'indique Alfredo G.A. Valladao : " Le néo-gaullisme européen se heurte à l'Allemagne qui, réunifiée et ayant récupéré sa liberté d'action n'a plus de raison impérieuse d'accepter de déléguer aux Français la conduite des grandes affaires politiques. ". La France, devant l'érosion de son statut de puissance moyenne et l'émancipation de l'Allemagne, va choisir de relancer l'Europe vers plus d'intégration pour éviter de se trouver marginalisée à côté d'une Mitteleuropa entièrement dominée par Berlin. Elle qui s'enorgueillissait de sa spécificité va paradoxalement devenir le plus communautaire des États européens, et se faire le chantre d'un traité de Maastricht voulu essentiellement pour *verrouiller* l'Allemagne dans l'Europe. Paul-Marie Coûteaux s'étonne de cette démarche : " Curieux marché, que l'on dirait conclu entre ennemis plutôt qu'entre alliés : l'Allemagne *géant économique* s'engage à renoncer à sa monnaie, tandis que la France, renonce à sa diplomatie. ". On en verra hélas les premiers effets avec la passivité française devant les initiatives allemandes au début de l'affaire yougoslave.

Comprenant aussi le jeu des Américains avec l'OTAN, la France va insister par ailleurs pour introduire dans Maastricht un pilier intergouvernemental de politique étrangère et de sécurité commune et essayer de rapprocher l'Union de l'Europe occidentale (UEO) de l'Union européenne pour en faire à terme son bras armé. L'UEO en tant que seule institution de défense collective sans limitations géographiques, lui paraissait représenter en effet une alternative à l'OTAN pour régler des problèmes spécifiquement européens. La France va cependant se heurter aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, qui n'acceptent l'UEO qu'en tant que pilier européen éventuel d'une Alliance qu'ils tiennent justement à réformer pour étendre ses compétences. Devant cette opposition, Paris va alors se rapprocher de la structure intégrée pour tenter d'y faire reconnaître peu à peu un pilier européen autonome.

En somme, dans le nouveau contexte mondial, la France a perdu une grande partie de sa spécificité géopolitique, et cherche les voies qui lui permettront de conserver un rôle de premier plan.

2.5. La position de la Grande-Bretagne

Tout comme la France, la Grande-Bretagne s'est inquiétée de la réunification de l'Allemagne, même si elle ne l'a pas fait savoir aussi clairement. Par ailleurs, la fin de la guerre froide a relativisé comme pour la France son rôle de puissance nucléaire. La parade pour Londres sera alors de défendre l'ordre actuel, où la République fédérale est soumise bon gré mal gré à la puissance américaine par le biais de l'OTAN, tout en soutenant les Américains dans la réforme de l'Alliance pour y renforcer son rôle de partenaire privilégié et

incontournable. Pour confirmer cette place elle s'engagera donc largement et sans restriction dans la guerre du Golfe. A court terme, sa situation géopolitique a été moins bouleversée que celle de la France.

2.6. La crise yougoslave : le révélateur de la nouvelle donne géopolitique

La crise yougoslave va cristalliser des divergences, d'une part entre l'axe franco-britannique et l'Allemagne, et d'autre part entre les Européens et les Américains. Elle va ainsi révéler, plus encore que la guerre du Golfe, la nouvelle problématique issue de l'après-guerre froide.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que dans le processus qui allait aboutir à l'éclatement de la fédération yougoslave, le rôle de l'Allemagne fut déterminant. Poussée par son opinion publique, influencée par ses intérêts à court terme, et négligeant les règles diplomatiques communes, le gouvernement allemand va commettre ce que la plupart qualifieront de " faute ".

Dès le sommet européen de Luxembourg en juin 1991, le chancelier Kohl réclama la reconnaissance collective des deux nouvelles Républiques de Croatie et de Slovénie, que l'Allemagne semble avoir par ailleurs contribué à armer en sous-main, notamment avec des équipements lourds provenant de l'ancienne RDA. Paul-Marie Coûteaux indique à ce sujet que la revue britannique *Defence and Foreign affairs* d'octobre/novembre 1992 détaille les armes, les voies empruntées, les provenances et les intermédiaires financiers qui incriminent principalement les firmes et les banques allemandes, autrichiennes et hongroises. Le général Gallois dans son ouvrage sur la Bosnie va même jusqu'à conclure à une sorte de complot politique agencé par l'Allemagne.

Cependant, pour que la Communauté européenne décide cette reconnaissance, il fallait alors l'unanimité, et la France et la Grande-Bretagne pensant que seul le maintien du système fédéral éviterait un embrasement général des Balkans notamment en Bosnie, s'opposèrent à cette décision. Une première conférence sur l'avenir politique des républiques de l'ex-Yougoslavie fut ouverte en septembre 1991 à Paris sous l'égide de la Communauté européenne et la présidence de son représentant, Lord Carrington. Paris et Londres firent donc adopter, lors du sommet européen du 7 décembre 1991, une décision consistant à faire reporter l'examen de la situation yougoslave en janvier 1992. Le 24 décembre 1991, la reconnaissance unilatérale et simultanée par l'Allemagne et le Vatican de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie constitua donc un véritable coup de théâtre. Ce fut ensuite l'engrenage puisque, pour ne pas montrer de discordances européennes, les onze autres États

furent obligés de confirmer cette reconnaissance le 15 janvier 1992, ce qui contribua à encourager la Bosnie-Herzégovine à proclamer son indépendance le 3 mars 1992 avec les conséquences que l'on sait.

Devant cette situation provoquée en grande partie par l'Allemagne et contre leur gré, Londres et Paris vont d'abord tergiverser puis, devant l'ampleur prise par les événements, se décider à intervenir. C'est le vieil axe franco-britannique qui va se reformer sur le terrain et payer le prix fort en fait de troupes, de pertes humaines et d'engagement financier. On peut se demander légitimement si, sans l'impératif européen obligeant à cautionner le plus puissant et le plus déterminé, les diplomaties française et britannique n'auraient pas réussi à imposer une solution moins désastreuse.

Par ailleurs, devant l'impossibilité de mandater l'UEO, c'est par l'intermédiaire de l'ONU et sous le couvert de l'humanitaire que Britanniques et Français purent intervenir. L'aggravation de la situation nécessitant le recours à la force, les a inévitablement conduit à demander l'aide des États-Unis et de l'OTAN. Les États-Unis d'abord indifférents et peu enclins à se mêler d'une affaire ne menaçant pas leurs intérêts, finirent par intervenir avec une double arrière-pensée : tout d'abord devant le fiasco de l'Europe, ils pouvaient ainsi justifier et revitaliser le nouveau rôle de l'OTAN ; ensuite, en soutenant ouvertement le peuple musulman de Bosnie, ils contribuaient à effacer en partie les effets négatifs de la guerre du Golfe auprès du monde arabe.

La crise en ex-Yougoslavie, dont on voit bien du reste qu'elle est loin d'être achevée, aura à tout le moins permis de mettre en évidence les nouveaux rapports de force et d'intérêt entre les principales puissances occidentales.

La Communauté européenne, par les différences d'intérêts et de traditions géopolitiques de ses membres s'est montrée incapable de gérer un conflit touchant à sa périphérie immédiate. Il faut noter d'ailleurs que, si l'Europe des douze avait dû décider une intervention en 1993 à la majorité, les partisans de la non intervention militaire étant majoritaires, il n'y aurait sans doute pas eu de soldats européens en Yougoslavie. C'est parce que la France et la Grande-Bretagne avaient gardé la souveraineté de leurs décisions qu'elles ont pu agir, si modestement que ce fut.

L'Allemagne, forte de sa puissance économique et de son identité retrouvée, n'a pas hésité à jouer la carte lui permettant de constituer peu à peu une Mitteleuropa sous son influence. Quant aux États-Unis, ils sont intervenus lorsqu'ils se sont rendus compte qu'ils y avaient intérêt .

La France et la Grande-Bretagne, qui ont été piégées dans ce conflit, ont redécouvert leurs convergences d'intérêt sur les affaires continentales. Nicole Gnessotto écrit à ce sujet : " Il est incontestable que les quatre années de conflit bosniaque ont suscité un axe franco-britannique de première importance, diplomatique, mais aussi militaire, ne serait-ce que parce que les deux pays ont fourni l'essentiel des forces engagées sur le terrain "¹ .

Nous avons donc montré comment la situation issue de l'après-guerre froide, a considérablement modifié le rapport des forces au sein du monde occidental, et insisté notamment sur les nouveaux jeux politico-stratégiques pratiqués par l'Allemagne et les États-Unis. Il a été ensuite mis en évidence que cette nouvelle donne géopolitique avait conduit, au travers de l'affaire yougoslave, à rapprocher la Grande-Bretagne de la France. Il nous reste maintenant à examiner les chances de pérennité d'un tel rapprochement et les perspectives qu'il peut offrir à l'Europe.

3. Le renouveau des relations franco-britanniques : fondements et perspectives

Les rapprochements franco-britanniques sont souvent des phénomènes cycliques et récurrents, en général liés à des crises importantes. En effet si la rhétorique divise souvent Londres et Paris, la guerre réelle les rapproche, et la crise en ex-Yougoslavie n'a pas échappé à cette règle. Cependant il semble que dans le cas présent le rapprochement repose sur des bases beaucoup plus solides. Les convergences et communautés d'intérêts que nous avons essayé de mettre en évidence dans la première partie de cet essai, se trouvent singulièrement renforcées par le nouveau contexte géopolitique que nous venons de décrire. Il existe en effet aujourd'hui un faisceau de bonnes raisons pour que la France comme la Grande-Bretagne, cherchent à renforcer et enrichir leurs relations actuelles. Nous allons donc nous efforcer de démontrer que, malgré les différends historiques et culturels, une *Entente cordiale* renouée et approfondie est un pari réaliste qui sera par ailleurs profitable à l'Europe.

3.1. Les raisons britanniques

Les raisons qui devraient conduire la Grande-Bretagne à se rapprocher durablement de la France sont nombreuses et complexes, mais peuvent être résumées en trois domaines principaux : la construction européenne, l'évolution des relations avec les États-Unis et la prise en compte des intérêts stratégiques.

Le contrôle du développement de l'Union européenne

L'Europe est de plus en plus une réalité qui s'impose aux milieux économiques et financiers britanniques. Le Royaume-Uni réalise désormais plus des deux-tiers de son commerce extérieur avec le reste de l'Europe occidentale, contre 13% avec l'Amérique du nord, et 7% avec le Commonwealth. La France est devenue ainsi son deuxième marché à l'export. Les Britanniques savent que leur pays en a déjà beaucoup tiré parti, et leur pragmatisme les incite à suivre les avancées européennes si elles servent les intérêts du royaume. C'est pourquoi, ils adopteront sans doute rapidement la monnaie unique, si elle favorise les affaires de la *City*. Notons enfin que Tony Blair est arrivé au pouvoir avec une vision européenne relativement claire, et la volonté de se présenter davantage comme un réformateur dynamique. Aussi n'a-t-il pas hésité par exemple à signer le protocole social annexé au traité de Maastricht.

D'autre part la conviction des Britanniques sur le fait que l'insularité protégeait une nation, alors que la multiplicité des frontières terrestres la désavantageait, était justifiée par leur histoire. Aujourd'hui où les contacts et les échanges avec le continent sont de plus en plus nécessaires, la Grande-Bretagne est naturellement conduite à développer des ponts avec ses partenaires et notamment vers son seul vis-à-vis à *niveau*, la France. Il est du reste symptomatique d'observer que le tunnel sous la Manche, loin d'avoir été un traumatisme, remporte un vif succès. Parallèlement à cela, les liens avec le Commonwealth sont de plus en plus lâches et symboliques. S'ils conservent encore pour les vieilles générations une forte valeur émotionnelle, il n'en est plus de même pour les jeunes Britanniques pour qui l'Empire n'est plus qu'un prestigieux souvenir, et qui se tournent résolument vers l'Europe où se trouvent désormais concentrés leurs intérêts. La mentalité du *splendid isolement* semble bien révolue.

Cependant la Grande-Bretagne qui fut la plus grande puissance maritime durant des siècles, conservera son inclination mondiale et maritime. Elle cherchera donc à défendre cette conception dans la construction européenne et s'appuiera nécessairement sur le soutien des anciennes puissances maritimes et coloniales, pour contrebalancer la tendance continentale incarnée par l'Allemagne et sa zone d'influence. Or la France, avec laquelle elle est la seule à partager en Europe ce statut mondial, lié à leurs possessions outremer qui leur donnent à chacune un empire maritime de plus de dix millions de Km², mais aussi à l'importance et à l'influence de leurs diplomaties, est justement à l'intersection de ces deux visions de l'Europe.

Enfin, la Grande-Bretagne est condamnée à intervenir dans les politiques régionales de l'Europe, si elle veut résoudre ses problèmes intérieurs à son avantage. La dimension européenne donne une force nouvelle aux arguments de ceux qui souhaitent que les régions soient véritablement autonomes. Les particularismes écossais et gallois, et le grave problème de l'Irlande du Nord trouveront peut-être une solution dans le cadre de l'Europe, mais on imagine mal le Royaume-Uni accepter une partition, du moins dans les premiers cas. Il lui faudra donc défendre sa conception de la primauté de l'État-nation, contre les États à tendance fédérale de l'Union européenne, tout en essayant de faire profiter ses régions les plus pauvres des subsides de Bruxelles. Dans ce domaine également, on observe que les intérêts britanniques sont proches de ceux des Français.

Aussi, force est de constater que la Grande-Bretagne se trouve aujourd'hui, qu'elle le veuille ou non, beaucoup plus concernée par les questions européennes, et qu'elle sera donc conduite pour défendre ses conceptions et ses intérêts à se rapprocher de la France qui reste, en dépit des apparences, son partenaire européen le plus proche géopolitiquement.

L'érosion de la *relation spéciale* avec les Etats-Unis

La Grande-Bretagne a-t-elle intérêt à continuer à cultiver, au moins en apparence, sa *relation spéciale* avec les États-Unis, ou doit-elle la réévaluer à la baisse en fonction de l'usage qu'en font les Américains ? Cette question, qui pose aussi le problème du bilan de cette fameuse relation, est au cœur du sujet qui nous intéresse et mérite un développement particulier. En effet, si cette *relation spéciale* entre Anglo-Saxons paraît aux Français une constante incontournable de la politique britannique qui serait la principale responsable des difficultés de la Grande-Bretagne à se rapprocher de la France ou de l'Europe, il semble qu'on puisse aujourd'hui apporter une réponse plus nuancée.

Certes les faits penchent apparemment pour la thèse française car, depuis la Seconde Guerre mondiale Britanniques et Américains paraissent alliés sur tout. La solidarité née de la guerre, la communauté de langue et, en partie de culture, ont favorisé une intimité et une compréhension évidentes entre les diplomates, hommes politiques et experts des deux pays, malgré des divergences d'intérêt plus fréquentes qu'on le croit souvent en France. Ce fut ensuite, la volonté délibérée de Churchill de lancer son pays dans cette politique de *brillants seconds*, pour masquer le déclin de la Grande-Bretagne et continuer à jouer un rôle mondial sous le couvert de cette prestigieuse alliance.

Margaret Thatcher, a eu indéniablement avec les présidents Reagan puis Bush des rapports privilégiés, qui lui ont parfois permis d'avoir une réelle influence sur eux, et de bénéficier d'un soutien américain total lors de la guerre des Malouines. Le Royaume-Uni a par ailleurs eu très tôt un rôle valorisant au sein de l'OTAN, en bénéficiant d'un grand commandement et

en partageant avec les Américains le glaive nucléaire. Soucieux de montrer au monde leur fidélité et la solidité de leurs relations, les Britanniques furent les premiers à soutenir les Américains lors de la guerre du Golfe, fournirent de loin le plus important contingent des alliés et en retirèrent un juste prestige. Ils soutinrent enfin sans ambiguïté la réforme de l'OTAN voulue par les États-Unis.

Mais il semble aujourd'hui, alors que les archives tombées dans le domaine public commencent à être divulguées, qu'une opinion de plus en plus répandue au *Foreign Office* affirme que le bilan de la *relation spéciale* est loin d'avoir été positif pour le Royaume-Uni.

Tout d'abord au niveau économique, l'obsession atlantique a détourné les moyens du pays d'autres priorités, l'Europe et le Commonwealth en particulier. La croissance de la Grande-Bretagne a été après la guerre, bien moindre que celle de ses principaux partenaires européens. Le Royaume-Uni a ainsi été successivement rattrapé par l'Allemagne d'abord, par la France ensuite, dont le PNB est aujourd'hui supérieur de 15% au sien, et enfin par l'Italie. Le fait est que, pour tenir un rang international surévalué par rapport à sa richesse, la Grande-Bretagne a dû consacrer à la défense un pourcentage de son PNB bien supérieur à la moyenne européenne. Par ailleurs, même si son entrée dans l'Europe lui a permis tardivement de tirer profit des avantages du marché commun et de s'intégrer peu à peu, la Grande-Bretagne souffre toujours, en raison de la *relation spéciale* qu'elle entretient avec des alliés qui sont aussi les principaux concurrents économiques de l'Union européenne, de la suspicion de la plupart de ses partenaires continentaux.

Ensuite, sur les plans politique et stratégique, les rapports anglo-américains ont dès le départ été déséquilibrés au profit des Américains. Le constat que fait André Wilmots est du reste édifiant : " à l'Angleterre, exsangue après avoir liquidé ses avoirs extérieurs, les États-Unis n'octroyèrent le financement indispensable à la poursuite des hostilités, le *lend-lease*, qu'en échange de l'abandon de la préférence impériale favorisant ses échanges avec l'Empire. ". Dans le domaine nucléaire les Américains furent également loin d'être solidaires. André Wilmots s'étonne encore que : " la Grande-Bretagne, qui non seulement s'était saignée à blanc pour contenir les puissances de l'Axe, mais avait contribué d'une manière essentielle au développement de l'arme atomique (projet Manhattan) en fournissant un nombre considérable de chercheurs, dépeuplant littéralement ses propres instituts scientifiques, se vit même systématiquement refuser l'accès aux résultats de la recherche nucléaire, l'obligeant en 1947 à lancer son propre et très coûteux programme. Ce ne fut qu'en 1962 que l'accord de Nassau ouvrit les dossiers nucléaires américains, Kennedy cédant aux insistances de Mac Millan. ".

Parallèlement, les États-Unis exercèrent, au nom du droit des peuples à disposer d'eux mêmes, une pression permanente sur la Grande-Bretagne pour qu'elle démantèle son empire colonial, ce qui se traduisit souvent par le remplacement de l'ancien colonisateur par les

Américains. L'interruption sous pression soviético-américaine de l'opération franco-britannique de Suez en 1956 fut un camouflet pour la France, mais il le fut plus encore pour le Royaume-Uni. Les États-Unis en effet, dont le but secret était semble-t-il d'éliminer toute influence britannique du Moyen Orient, auraient laissé sciemment leurs alliés s'engager dans cette affaire, afin de pouvoir se comporter ultérieurement en modérateur vis à vis de Nasser, qu'ils espéraient ainsi pouvoir mieux contrôler par la suite. Plus tard, l'installation des missiles de croisière américains en Angleterre en 1983, et le consentement britannique au bombardement de Tripoli par les Américains en 1986, jetèrent une lumière crue sur le prix élevé que la Grande-Bretagne devait payer pour conserver la *relation spéciale*, et déclenchèrent des vagues ponctuelles d'anti-américanisme.

L'IRA, soutenu aux États-Unis par un puissant *lobby* irlandais est également un perpétuel sujet de discorde entre Washington et le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté. C'est ainsi par exemple qu'au début de 1994, en dépit de pressions très fortes du *Foreign Office*, le président Clinton a pris personnellement la décision d'accorder au *leader* du *Sinn Fein*, Gerry Adams, un visa de 48 heures aux États-Unis, alors qu'il était interdit de séjour, même bref, depuis plus de dix ans.

Il est enfin manifeste que les États-Unis ont de moins en moins besoin de la Grande-Bretagne et qu'ils s'en éloignent culturellement. Leur centre de gravité se déplace vers le sud et l'ouest, leur population sera en 2005 composée d'un tiers de gens d'origine non européenne, et leurs interlocuteurs sont devenus essentiellement le Japon et l'Allemagne. L'arrivée de Bill Clinton n'a fait du reste que banaliser davantage les rapports américano-britanniques. Les ultimes négociations du GATT et l'ultimatum de l'OTAN à propos de Sarajevo, ont par exemple été traités par les Américains directement avec la diplomatie française. Il semble d'ailleurs que le prestige de la Grande-Bretagne s'estompe peu à peu en Amérique. Dans ses conclusions de l'enquête menée sur *l'Angleterre vue par les États-Unis*, le Washington Post écrivit en août 1992 : " La Grande-Bretagne est de plus en plus un lieu d'importance marginale qui ne mérite pas que l'on s'y intéresse... ".

Certes les Américains continueront sans doute à utiliser cyniquement la *relation spéciale* pour légitimer leurs actions internationales et défendre leurs propres intérêts (frein à l'Europe politique, réforme de l'OTAN, récent bombardement de Bagdad), mais on voit de plus en plus mal l'intérêt que pourrait en retirer le Royaume-Uni. Il est vrai aussi que l'attachement des Britanniques à cette atlantisme inconditionnel, qui leur a permis de prolonger l'impression de leur grandeur et qui leur assure encore un *leadership* européen dans l'OTAN, reste encore fort chez les élites du pays et semble généralement mieux accepté par l'opinion publique que les questions touchant à l'intégration européenne.

En résumé, il semble que, si comme le souhaitent des voix de plus en plus nombreuses en Grande-Bretagne la *relation spéciale* n'est pas réévaluée, Londres risque de se retrouver bien seule, et l'on peut alors supposer comme le dit Bruno Colson dans son *Europe : repenser les alliances* : " qu'elle se contempera avec suffisance et se consolera par l'illusion d'une *relation spéciale* avec une superpuissance de moins en moins anglo-saxonne et de plus en

plus centrée sur elle-même. ". Les Britanniques étant avant tout des gens pragmatiques, il est donc raisonnable d'envisager, avec l'arrivée aux affaires d'une génération moins sentimentalement attachée à la *relation spéciale*, que leurs rapports avec les Américains vont continuer à se distendre et se banaliser. Comme par ailleurs, les États-Unis affichent de plus en plus ouvertement la priorité donnée à leurs relations avec l'Allemagne, on conçoit maintenant mieux que la *relation spéciale* ne soit plus un tel handicap pour un rapprochement franco-britannique. Au contraire, devant la montée en puissance d'une puissance hégémonique continentale, et le risque qu'elle court d'être marginalisée, y compris sur le plan stratégique (les tentatives américaines avec l'IDS, et aujourd'hui la RMA sont là pour le rappeler), la Grande-Bretagne ne peut que mesurer les avantages qu'elle aurait à plus collaborer avec la France, dont nous allons voir qu'elle partage l'essentiel des intérêts stratégiques.

La perception d'une communauté croissante d'intérêts stratégiques

Nous avons déjà souligné que, ce qui rapprochait singulièrement la Grande-Bretagne de la France depuis une trentaine d'années, était la communauté à un niveau équivalent des attributs de puissance. Membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies depuis sa création, membres de l'Alliance atlantique et de l'UEO, puissances nucléaires moyennes mais crédibles, le Royaume-Uni et la France maintiennent en effet toutes deux une influence internationale basée sur leurs prolongements culturels que sont le Commonwealth et la Francophonie, ainsi que sur leurs diplomatie et leurs présences militaires.

Dès les années 80, les implications de l'IDS et des négociations sur le désarmement entre Washington et Moscou, avaient rapproché sur le plan stratégique Londres et Paris, inquiètes de voir diminuer la crédibilité de leurs forces de dissuasion. Mais les années qui vont suivre la chute du mur de Berlin vont accélérer ce processus. Les deux pays vont être réellement les seuls en Europe occidentale à confirmer leur intention de jouer un rôle de premier plan dans le contexte international de l'après-guerre froide, en maintenant un effort de défense significatif et en participant diplomatiquement et militairement à la gestion des nouvelles crises. Bien qu'en baisse sensible, leurs budgets consacrés à la défense restent voisins de 3% de leurs PNB, ce qui est supérieur d'un point à la moyenne de leurs partenaires européens, et ils sont les seuls à disposer, en dehors des États-Unis, de la panoplie des moyens de projection de puissance (porte-avions, sous-marins nucléaires d'attaque, troupes aéroportées et amphibies, troupes spéciales, Awacs,...).

Par ailleurs, les Français et les Britanniques, qui n'avaient plus combattu côte à côte depuis l'affaire de Suez, vont se retrouver sur le terrain pendant la guerre du Golfe, et surtout en ex-Yougoslavie où ils vont fournir l'essentiel du contingent de la FORPRONU. Au cours de ces engagements communs mais aussi des multiples exercices et échanges bilatéraux, les deux armées ont pu apprendre à s'apprécier, à tous les niveaux, mais surtout mesurer leurs complémentarités et leurs expériences acquises des très nombreuses opérations extérieures auxquelles elles ont participées depuis un demi siècle.

Plus généralement, la Grande-Bretagne mesure l'impérieuse nécessité d'une solidarité avec la France dans la sauvegarde de ses attributs de puissance, face aux mouvements de remise en cause de l'ordre international hérité de la guerre froide. Dans le domaine nucléaire déjà évoqué, nous noterons que John Major a soutenu courageusement, contre son opinion publique, la décision de Jacques Chirac de reprendre les essais nucléaires, et que depuis la collaboration entre les deux pays s'est d'autant plus renforcée que la légitimité de la dissuasion nucléaire fait l'objet d'une contestation croissante. D'autres sujets préoccupent également la Grande-Bretagne autant que la France, parmi lesquels on peut citer la perspective d'un élargissement du conseil de sécurité des Nations unies et la *Révolution in military affairs* (RMA), conçue par Bill Clinton pour accroître dans les domaines stratégiques la suprématie technologique américaine. L'augmentation cette année de plusieurs dizaines de milliard de dollars du budget de la défense des États-Unis en témoigne. On peut dès lors considérer qu'il n'est pas indifférent que Londres se soit très franchement rapprochée de Paris, notamment au Sommet de Saint-Malo en décembre 1998, sur la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

En somme, nous pourrions résumer les intérêts du Royaume-Uni à se rapprocher de la France de la façon suivante : la Grande-Bretagne est maintenant trop engagée économiquement et financièrement dans la construction européenne pour ne pas y défendre résolument la conception d'une Europe des États, restant maritime et ouverte sur le monde, qu'elle partage globalement avec la France. Par ailleurs, sans renoncer à son alliance privilégiée avec les États-Unis, elle mesure de plus en plus les limites de *la relation spéciale* et se trouve naturellement conduite, pour sauvegarder des attributs de puissance relativisés par le nouveau contexte international, à collaborer étroitement avec la France dont la situation est similaire. Jacques Chirac et John Major déclaraient ainsi le 30 octobre 1995 à l'issue du Sommet de Londres : " Nous n'imaginons pas de situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'un de nos deux pays pourraient être menacés sans que les intérêts vitaux de l'autre ne le soient aussi. "

Il convient maintenant que nous avons énoncé les raisons objectives d'un rapprochement de la Grande-Bretagne de la France, d'examiner, en plus des intérêts communs déjà évoqués, les arguments proprement français qui pourraient renforcer l'émergence d'une *Entente cordiale* approfondie.

3.2. Les raisons françaises

Elles tiennent essentiellement en deux points qui sont, d'une part la prise en compte de la montée en puissance de l'Allemagne et des difficultés qui en résultent pour le couple franco-allemand, et d'autre part la volonté de doter l'Europe d'une politique de défense commune, qui compte tenu de l'attitude des Américains, conduit la France à se rapprocher de l'OTAN.

Le comportement de l'Allemagne et les difficultés du couple franco-allemand

Il a été montré sur quelles bases et avec quelles arrière-pensées était né le couple franco-allemand. Le rapprochement de Gaulle/Adenauer fut d'ailleurs suivi à partir de 1963 par douze années de refroidissement jusqu'à ce que l'entente franco-allemande, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, soit fondée par les *couples* Giscard d'Estaing/Schmidt puis Mitterrand/Kohl. Nous avons aussi cherché à mettre en évidence l'évolution de la géopolitique de l'Allemagne à partir de 1989, et la façon dont la France a voulu contenir les nouvelles ambitions allemandes en relançant l'intégration européenne. Les conflits en ex-Yougoslavie ayant révélé des divergences sérieuses entre l'Allemagne et la France, il convient maintenant de faire l'analyse à froid des difficultés du couple franco-allemand, en s'interrogeant notamment sur leur caractère conjoncturel ou profond, et des conséquences qu'elles pourraient avoir sur les rapports franco-britanniques et l'Europe.

Les malentendus entre la France et l'Allemagne commencèrent dès la réunification. Le chancelier Kohl, qui a assuré le président Mitterrand le 18 novembre 1989 que la réunification n'était pas à l'ordre du jour, n'a en fait informé que les États-Unis et l'Union soviétique en ignorant la France, la Grande-Bretagne et la Pologne. De son côté, la France va tout faire pour freiner cette réunification. Valéry Giscard d'Estaing n'a-t-il pas déclaré le 12 novembre 1989 : " la réunification de l'Allemagne serait la fin de l'Europe " ? François Mitterrand va essayer lui-même de retarder l'échéance, en se rendant notamment à Moscou. En cela, ce ne fut d'ailleurs pas toujours bien compris à l'époque, il est resté fidèle à la traditionnelle politique sécuritaire de la France envers l'Allemagne. Il en fera autant lorsqu'il se battra pour obtenir formellement le respect de la ligne *Oder-Neisse*, garantissant les frontières de l'allié polonais. Cependant, ces comportements allaient d'emblée faire renaître entre la France et l'Allemagne, des sentiments de méfiance réciproque que l'on croyait enterrés depuis longtemps.

Ils se manifesteront au niveau militaire où, malgré des réalisations concrètes et symboliques comme la brigade franco-allemande et, plus tard le corps européen, les sujets de discorde vont se multiplier. L'Allemagne va reprocher à la France d'avoir été mise devant le fait accompli de la décision de retrait d'une grande partie des forces françaises stationnées outre-Rhin. Alors qu'elle s'est investie, on a vu pour quelles raisons, dans la réforme de l'OTAN, elle critique aussi volontiers la France pour son dogmatisme en matière de dissuasion nucléaire, et sa position qu'elle juge ambiguë et peu constructive envers l'Alliance atlantique. On assiste à la fois à la montée d'un certain mépris de la France, accusée de vouloir " voyager en première classe avec un billet de seconde ", et à la volonté de relativiser tout ce qui passe encore pour

des supériorités françaises. Ainsi l'Allemagne n'hésite-t-elle plus à s'attaquer, dans la reconquête de ses attributs de puissance, aux pôles d'excellence français, notamment dans les domaines stratégiques que sont l'aéronautique et le spatial. Elle demande régulièrement la révision du programme Airbus à son profit, et a obtenu que de nouvelles chaînes de montage soient installées à Hambourg (alors qu'elle est interdite de constructions aéronautiques depuis la guerre). Tandis que la France met tous ses moyens dans l'Agence spatiale européenne, l'Allemagne créa dès 1989 en la finançant largement, sa propre agence nationale, la DARA. A ce sujet Georges Valence cite un journal spécialisé, le *Rheinische Merkur*, qui avoue : " L'objectif est explicitement reconnaissable : s'attaquer à la suprématie française ".¹ Plus tard, elle obtenait de la France à Nuremberg de différer le financement du satellite Hélios II et se retirait du projet de satellite Horus. L'accord de Nuremberg, signé en décembre 1996, s'il a pleinement satisfait les Allemands est d'ailleurs loin d'avoir reçu un écho favorable en France, car il consacre l'intégration de la France dans un concept de sécurité mutuelle que l'Allemagne n'envisage qu'au travers de l'OTAN.

Malgré des réussites certaines, notamment dans le transport aérien opérationnel, les relations entre les deux armées ne sont pas aussi simples qu'on le croit. Alors que les rapports bilatéraux entre Français et Britanniques se sont multipliés sur le terrain ces dernières années, mettant en valeur des convergences de vue dans tous les domaines, les rapports franco-allemands sont, derrière une bonne volonté affichée, moins naturels. Il suffit pour s'en convaincre d'interroger les officiers français qui ont été affectés dans la brigade franco-allemande, ou qui ont récemment cotoyé des unités allemandes dans le cadre des missions de l'ONU. Il semble bien, comme l'écrit un jeune officier, dans le dernier numéro du *Casoar* que : " nos intérêts et notre conception de la sécurité sont très différents... et il faut admettre que notre partenaire vit d'une autre culture militaire que la nôtre et dans un état d'esprit différent du nôtre. " ² .

Des divergences importantes, bien que peu médiatisées, sont également apparues sur les priorités que l'Europe doit accorder à ses voisins et, plus généralement, à ses intérêts internationaux. Le cas de la position allemande sur l'ex-Yougoslavie a déjà été évoqué. Il reste significatif de la vieille conception germanique d'une Europe continentale s'organisant autour d'un noyau dur : l'Allemagne et la Mitteleuropa. Voici d'ailleurs comment, en 1992, le ministre des Affaires étrangères allemand, Hans Dietrich Genscher, concevait dans une esquisse de redécoupage européen, une Europe future composée de trois *zones utiles* : une zone septentrionale centrée sur Berlin et comprenant les pays scandinaves, la Pologne et l'Allemagne du nord ; une zone de l'arc rhénan, comprenant la Rhénanie, le Bénélux, l'Île-de-France et le nord-est de la France, et dont le centre est Cologne ; enfin la Mitteleuropa réunissant, outre la Bavière, la Suisse, l'Autriche, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Croatie et la Slovénie, dont le centre pourrait être Munich ou Vienne. C'est pour le moins révélateur d'une réelle ambition géopolitique !

La France souhaite au contraire, par tradition humaniste mais aussi par intérêt, que l'Europe reste ouverte sur le monde et qu'elle tire profit des multiples ponts jetés sur la planète par les pays maritimes qui la composent. Elle continue ainsi à soutenir l'Afrique, et attache une grande importance aux relations avec le Maghreb. Or, en dépit de la conférence de Barcelone, il semble clair aujourd'hui que la priorité financière de Bruxelles se tourne vers l'Europe de l'est, dont il faut rappeler que 56% des échanges avec l'Union européenne se font avec l'Allemagne.

Sur le plan économique et monétaire enfin, on se souvient que la France a voulu maintenir l'Allemagne unifiée au coeur de l'Europe en renforçant l'intégration européenne, notamment par le biais de la monnaie unique. Or, la politique d'un *franc fort* restant solidaire du deutschemark a coûté cher à la France, alors que l'Allemagne par l'intermédiaire de la Bundesbank avait pour seul but de financer sa réunification. Le comportement actuel de l'Allemagne du chancelier Schröder, est d'autant plus inquiétant pour l'avenir des relations de confiance entre les deux pays, que la discipline et le langage commun adoptés pour la marche vers l'euro vont sans doute se distendre à mesure que cette nouvelle monnaie s'imposera.

Pour conclure sur l'état du couple franco-allemand, il est d'abord indéniable qu'il a joué un rôle moteur dans le développement de l'Europe économique et qu'il garde tout son intérêt dans ce domaine. Il conserve également, pour deux pays qui se sont tant combattus, une forte valeur émotionnelle et représente une garantie de stabilité pour l'Europe. Cependant, il a sans doute atteint son maximum, car le contrat tacite sur lequel il reposait, a moins de raison d'être dans un contexte international profondément changé où l'Allemagne, qui est redevenue une grande puissance à part entière, s'est émancipée de la tutelle politique de la France. La géopolitique classique des États et les différences de culture reprennent alors naturellement leurs cours, malgré les communautés d'intérêts créées par la construction européenne. Or dans ces domaines nous espérons avoir démontré que l'Allemagne était moins proche de la France que ne l'est la Grande-Bretagne. On ne peut ignorer que la ligne Rhin-Danube divise historiquement l'Europe en deux avec à l'ouest les cultures héritées de l'Empire romain à vocation universelle, et à l'est des cultures beaucoup plus identitaires. Sans tomber dans le pessimisme de Bernard Connolly qui écrit que : " l'Europe ne peut tarder à exploser tôt ou tard, puisqu'elle est assise sur une faille sismique, l'axe franco-allemand ",¹ il est légitime de supposer qu'un rééquilibrage des priorités françaises, notamment vers le Royaume-Uni s'imposera de plus en plus.

Le comportement américain et la réforme de l'OTAN

Pendant la guerre froide, le pouvoir égalisateur des armes nucléaires permettait à la France de jouer sans complexe son rôle de puissance moyenne. Or, l'implosion de l'Union soviétique a eu pour effet de dévaluer le nucléaire stratégique, tandis que la guerre du Golfe mettait en valeur les moyens de gagner une guerre avec toute la panoplie des armes classiques modernes. Depuis, les Américains qui ont parfaitement compris la nouvelle donne, ne cessent de chercher à creuser l'écart, notamment dans les domaines spatial et informatique. C'est en tout cas très clairement l'objet de la RMA. La France, qui ne peut à l'évidence se payer de tels moyens, est donc maintenant convaincue de la nécessité de créer une défense européenne qui pourrait permettre d'avoir à terme des moyens comparables à ceux des Américains et donc de s'affranchir d'une tutelle en Europe dont on a vu les implications économiques.

Paris a donc dans un premier temps cherché à promouvoir l'UEO en tant que futur bras armé de l'Union européenne. Devant l'opposition des États-Unis, soutenus par la Grande-Bretagne qui n'avait aucun intérêt à se priver de la place privilégiée qu'elle occupe au sein de l'OTAN,

la France n'avait d'autre choix, si elle ne voulait pas être marginalisée dans le nouveau système de sécurité international, que de profiter de l'évolution de l'Alliance pour tenter d'y faire prévaloir un pôle de défense européen.

Dans ce contexte, le nouveau souhait affiché par la France est que l'OTAN devienne à terme une structure de décision équilibrée entre les États-Unis et l'Europe, où les Européens pourraient arriver avec une position commune définie dans le cadre de l'Union européenne ou de l'UEO. Même si l'IESD a pu être prise en compte lors du sommet de Bruxelles en 1994, il faut reconnaître que la France s'étant vue refuser nettement la possibilité du commandement sud-Europe pour un Européen, le dossier n'a pour l'instant pas avancé concrètement.

Or, pour faire progresser l'idée d'une défense européenne au sein de l'Alliance atlantique, la France a nécessairement besoin de la Grande-Bretagne, d'une part parce que la plupart des autres pays européens se satisfaisant de la situation actuelle s'intéressent peu à la question, et d'autre part parce que les Britanniques sont à la fois proches des Américains pour la conduite de l'Alliance et proches des Français pour la sauvegarde de leurs attributs de puissance. Comme les États-Unis savent par ailleurs qu'il sera difficile d'envisager un rôle durable et légitime pour l'OTAN sans une adhésion totale de la France, on peut imaginer un compromis où la Grande-Bretagne et la France assureraient, en liaison avec les Américains, le rôle du pilier européen. Cela permettrait dans un premier temps de justifier le projet européen par un îlot de politique de sécurité et de défense commune, les autres pays s'y associant par la suite, en fonction de leurs cultures et de leur moyens.

On observe en résumé, que la France a évolué en profondeur en cessant d'opposer la défense européenne à l'OTAN. Cette nouvelle politique, qui passe nécessairement par une coopération accrue avec la Grande-Bretagne, se comprend plus aisément quand on analyse le dynamisme des relations militaires qu'elle entretient avec ce pays.

3.3. La coopération dans les domaines militaires, moteur du rapprochement

Les années 90 auront en effet été marquées pour la France et la Grande-Bretagne, par des rapprochements concrets dans tous les domaines touchant à la défense. A partir de 1993 surtout, la prise de conscience des effets induits par le nouveau contexte international, et l'engagement commun sur le terrain, vont permettre aux deux pays de redécouvrir leurs similitudes et leurs complémentarités sur le plan militaire.

Les Armées de terre vont ainsi réapprendre à travailler ensemble pour la première fois depuis Suez sans les Américains. Cela se traduira notamment par le jumelage de leurs forces d'action rapide en septembre 1995, et il n'est pas indifférent de constater que le nouveau format de l'armée de terre française professionnalisée est pour ainsi dire calqué sur celui de l'armée britannique.

Pour les Armées de l'air, ce sera à l'issue du Sommet franco-britannique de Chartres en novembre 1994, la création du Groupe aérien franco-britannique (GAFB). Cet état-major, basé en Grande-Bretagne sous le commandement d'un général français, constitue une structure pour optimiser la coopération entre les armées de l'air d'abord française et britannique, puis européennes puisque d'autres pays l'ont rejoint depuis.

Dans le cas des Marines de guerre, une lettre d'intention entre les deux ministres de la défense a été signée à Bordeaux en novembre 1996, fixant notamment des axes précis pour le développement d'une coopération étroite dans tous les domaines. Ce rapprochement est d'autant plus important et symbolique qu'il concerne les deux Marines qui se sont le plus battues et concurrencées au monde, et qu'elles restent aujourd'hui de loin les principales d'Europe.

Dans le domaine particulièrement sensible de la dissuasion nucléaire, une commission mixte sur les questions de politique et de doctrine nucléaire fonctionne discrètement depuis fin 1992. Elle a abordé tous les problèmes, y compris ceux liés aux expérimentations nucléaires et à la non-prolifération, ce qui explique sans doute que lorsque la France a annoncé la reprise de ses essais, la Grande-Bretagne fut la seule puissance qui l'ait soutenue ouvertement aux Nations unies.

Ces différentes initiatives se sont traduites par des échanges et des exercices communs en très forte hausse qui, de l'avis quasi-général, se déroulent dans un remarquable esprit de respect mutuel et de coopération. Elles ont permis aussi de favoriser des alliances industrielles rendues indispensables par l'augmentation des coûts unitaires et l'érosion des crédits alloués à la défense. Malgré le retrait du Royaume-Uni en 1993 d'un projet commun de missile nucléaire aéroporté, et plus récemment, du futur satellite de communication, vingt deux programmes communs d'armement sont actuellement en cours. Parmi ceux-ci, le projet *Horizon* consistant à construire des frégates anti-aériennes communes, fait figure de symbole, et il est intéressant de constater que des bruits diffusés par la presse en novembre 1998, faisaient état de l'intérêt manifesté par les Britanniques pour l'achat de porte-avions français.

Le développement spectaculaire de ces collaborations multiples dans les domaines militaires, est bien le signe d'une perception commune des nouveaux défis stratégiques que la France et la Grande-Bretagne auront à relever dans le nouveau contexte international. Il est aussi la preuve d'un nouveau respect mutuel, d'autant plus significatif que c'est sans doute dans les milieux de la défense que les résistances culturelles étaient traditionnellement les plus fortes. Alors que le Royaume-Uni et la France semblent au seuil d'un rapprochement politique, qui n'ira pas sans difficultés, il était important de souligner le rôle moteur et psychologique que joue depuis quelques années la coopération militaire.

3.4. Les résistances qui subsistent

Si les fondements objectifs et les signes concrets d'un rapprochement franco-britannique sont comme on l'a vu nombreux, les deux nations devront cependant vaincre à plus long terme plusieurs facteurs de résistance. Ces facteurs, essentiellement historiques et culturels ont déjà été évoqués dans la première partie de cette étude. Il convient de rappeler les principales formes qu'ils peuvent prendre aujourd'hui.

Dans le domaine économique et commercial, on ne peut ignorer que le Royaume-Uni reste viscéralement attaché à une politique ultralibérale et libre-échangiste, et qu'il risque de continuer à soutenir dans ce domaine les positions américaines plutôt que les positions généralement plus protectionnistes de la France. Par ailleurs, les Britanniques ont réussi par la déréglementation de leur marché du travail, à ramener leur taux de chômage à un niveau deux fois moindre que leurs partenaires français et allemands. Ils considèrent par conséquent, que les travailleurs continentaux sont peu compétitifs, et sont donc peu favorables à une réglementation sociale contraignante au niveau européen. Enfin, bien que restant à beaucoup d'égards fortement centralisé, l'État britannique sous l'impulsion de Margaret Thatcher, s'est beaucoup désengagé dans le domaine économique. Il voit donc d'un mauvais oeil le dirigisme pratiqué par le gouvernement français envers les entreprises publiques. C'est la raison principale des difficultés d'alliance entre les grandes entreprises d'armement françaises et britanniques, illustrées aujourd'hui par les problèmes de fusion dans l'aéronautique militaire.

Il pourra exister également des difficultés liées à la dépendance de la Grande-Bretagne vis-à-vis des États-Unis dans le domaine nucléaire. Que ce soit pour la propulsion des sous-marins, la fourniture et l'entretien des missiles *Trident* de leurs SNLE, ou encore les essais nucléaires, la *relation spéciale* demeurera sans doute une réalité profonde et pour l'instant incontournable pour le Royaume-Uni. Cela pourrait compliquer sensiblement le rapprochement franco-britannique dans le domaine stratégique.

Sur le plan international, s'il semble que la Grande-Bretagne et la France continueront à s'entendre sur la plupart des problèmes touchant au continent européen, elles pourront en

revanche avoir plus souvent des intérêts divergents dans le reste du monde, que ce soit en Méditerranée où dans leurs anciennes zones d'influence. S'ils sont exprimés publiquement au niveau européen, ces différends risquent de nuire à la crédibilité de l'axe franco-britannique en tant que moteur de la politique extérieure commune.

Enfin, et ce n'est pas la moindre, la résistance culturelle n'a certainement pas fini d'empoisonner les relations franco-britanniques. Des siècles de rivalité laissent naturellement des traces, et la presse populaire, notamment britannique, a beau jeu d'en faire son fonds de commerce.

Si ces différents facteurs de résistance ne semblent pas de nature à remettre profondément en cause la possibilité d'un rapprochement franco-britannique solide, ils joueront sans doute, au moins dans un premier temps, un rôle perturbateur. C'est pourquoi, alors que nous sommes arrivés au terme de notre analyse sur les causes et les fondements d'un tel rapprochement, il s'agit maintenant de se prononcer sur les facteurs qui permettent d'envisager objectivement sa durabilité.

3.5. Les chances de pérennité du couple franco-britannique

Au delà des raisons, en partie conjoncturelles, qui ont conduit depuis plusieurs années Français et Britanniques à coopérer plus franchement, il existe nous semble-t-il deux arguments généraux qui plaident pour un rapprochement à long terme. Le premier est d'ordre géopolitique alors que le second est plutôt culturel.

La possibilité d'un projet géopolitique commun

Tout d'abord, un rapprochement dans le contexte actuel paraît compatible avec les constantes des géopolitiques française et britannique rappelées au début de cette étude :

- la France et la Grande-Bretagne ont toujours lutté contre les puissances tendant à l'hégémonie et cherché à leur trouver un contrepoids par des alliances. Pour la Grande-Bretagne, le seul contrepoids contre l'hégémonie stratégique mondiale des États-Unis, est la France, et pour la France, le contrepoids le plus crédible contre l'hégémonie politico-économique régionale de l'Allemagne est le Royaume-Uni. Ces deux hégémonies ayant vocation à se renforcer, l'axe Paris-Londres devrait tendre naturellement à se consolider.

- la France et la Grande-Bretagne tiennent à conserver une influence mondiale par l'intermédiaire des multiples relations que leurs empires leur ont permis de tisser à travers le

monde. Une Europe à vocation uniquement continentale ne peut les satisfaire et les rapprochera nécessairement.

- la France et la Grande-Bretagne, tout en se prononçant pour une politique de défense commune européenne, entendent conserver leurs spécificités de puissances nucléaires et restent les seules en Europe à se doter de moyens de projection de puissance cohérents. Cette politique ayant un coût, elles seront de plus en plus amenées à collaborer dans ces domaines.

- enfin, la France et la Grande-Bretagne ont une très vieille culture d'État-nation, traditionnellement opposée à une forte régionalisation. Seules des grandes nations européennes dans ce cas, elles devraient naturellement se retrouver pour lutter contre des tendances européennes trop fédéralistes.

Ensuite, en dépit de leurs différences d'appréciations, notamment sur la question de l'OTAN et de la relation avec les États-Unis, il semble que le Royaume-Uni et la France sont maintenant et pour la première fois prêts à s'entendre sur le compromis suivant :

- maintien du lien transatlantique, mais à un niveau qui n'obère pas l'autonomie économique et culturelle de l'Europe ;

- rééquilibrage du trio stratégique occidental avec l'émergence d'un duo stratégique européen franco-britannique servant d'ossature à une défense européenne future ;

- maintien du pôle européen de défense dans l'OTAN, mais disposant d'une réelle autonomie pour ce qui concerne les affaires européennes.

En plus des facteurs géopolitiques que nous venons d'énoncer, s'ajoutent des facteurs culturels qui tiennent à la relève des générations et à une meilleure connaissance mutuelle.

L'érosion de la " méfiance cordiale "

Il y a en effet un décalage croissant entre la mauvaise vision générale des Français par les Anglais, largement diffusée par la presse populaire, et l'opinion réelle des Britanniques qui, de plus en plus nombreux (plus de dix millions en 1996), visitent la France et souvent y achètent une résidence secondaire. Les régions les plus souvent choisies rappellent il est vrai la campagne anglaise (Nord-Pas de Calais, Normandie) ou d'anciennes possessions (Aquitaine), mais les Britanniques n'hésitent pas à élargir leur champ d'action tant ils semblent satisfaits de l'accueil qui leur est réservé, et plus généralement de l'art de vivre à la française. C'est ce dont témoigne le succès du livre de Peter Mayle : *Toujours Provence*. Réciproquement, il apparaît que pour les Français qui les reçoivent, les Britanniques sont de loin les étrangers qui s'intègrent le mieux, surtout lorsqu'ils les comparent aux Néerlandais voire aux Allemands qui préfèrent souvent vivre entre eux, avec parfois même leurs propres

commerces. Ne faudrait-il pas voir dans cette intégration harmonieuse le signe concret de la reconnaissance de cette communauté culturelle dont nous avons parlé au début de cet essai ? Cela semble probable, et ces multiples relations bilatérales qui conduisent à une meilleure compréhension mutuelle, finiront sans doute par atténuer les innombrables idées reçues que Britanniques et Français cultivent encore de part et d'autre de la Manche.

En somme, la perspective d'un couple franco-britannique reposant sur des bases solides et durables, semble une hypothèse d'autant plus raisonnable qu'elle s'inscrit dans la tradition géopolitique de ces deux pays, et que les opinions publiques devraient accepter plus facilement ce rapprochement à mesure qu'elles redécouvriront leurs affinités culturelles. Il reste pourtant encore un argument qui, en particulier du côté français, paraît indispensable pour justifier un rapprochement s'opposant à la traditionnelle politique européenne de la France : le renforcement du couple franco-britannique peut être favorable à l'avenir de l'Europe.

3.6. L'apport du couple franco-britannique à l'avenir de l'Europe

La France s'est particulièrement investie dans la construction de l'Europe dont elle a voulu faire une nouvelle forme d'expression de sa grandeur, et un moyen de contrôler la puissance allemande renaissante. Contrairement à la Grande-Bretagne pour laquelle l'Europe reste un choix, la France a consenti trop de sacrifices récents pour revenir sur son engagement. Il est donc fondamental que le rapprochement franco-britannique s'inscrive dans la construction européenne que souhaite la France, en contribuant notamment à résoudre ses incohérences actuelles.

En effet, l'Europe reste aujourd'hui partagée entre une logique d'intégration qui se traduit essentiellement par le pilier économique, et une logique de coopération intergouvernementale que l'on retrouve dans les piliers concernant la politique étrangère et de sécurité commune et la coopération en matière de justice et de police. Or, force est de constater que si l'Union européenne est un géant économique, elle reste un nain politique incapable de s'accorder sur les problèmes touchant à sa propre périphérie.

Nous avons vu par ailleurs que les États-Unis conçoivent leur politique de puissance de façon globale, en coordonnant les stratégies militaires, économiques et culturelles. La réforme de l'OTAN, leur permettant de rester au cœur de l'Europe, y participe. Un des dangers pour l'Union européenne est donc de se faire absorber dans une Union euro-atlantique, où un accord commercial compléterait l'OTAN avec pour résultat de créer un espace économique, culturel et politique commun dominé par le plus puissant. Le premier constat est que pour

éviter cet écueil, l'Europe doit peser politiquement et stratégiquement pour espérer défendre ses propres intérêts.

Le second danger réside dans les risques de balkanisation de l'Europe. Une Europe supranationale des régions risquerait d'aboutir à la résurgence de nationalismes irrationnels et dévaluerait le rôle des structures nationales seules à même de développer une Europe stratégique. La crise en ex-Yougoslavie a suffisamment démontré, et c'est le second constat, la nécessité de maintenir une certaine autonomie de décision aux États-nations.

Nous avons également montré que les risques de voir se développer une Europe uniquement économique, de plus en plus fédéraliste et continentale, et protégée par une Alliance atlantique monocéphale, s'étaient accrus avec l'accroissement du rôle de l'Allemagne qui, tout en défendant logiquement ses intérêts, fait le jeu de la volonté hégémonique américaine. Le troisième constat est, qu'il faut donc contrebalancer l'influence de l'Allemagne pour rééquilibrer l'Union européenne.

En bref, si les Européens tiennent réellement à devenir un jour une puissance politique indépendante à la hauteur de leur puissance économique, ils ne pourront faire l'économie d'une Europe stratégique à partir des atouts de ses principaux États-nations. Or, pour y parvenir, il serait illusoire de vouloir tout unifier immédiatement dans un domaine où les cultures restent encore très différentes. Cela conduirait à aligner l'ensemble sur le plus lent et à enlever toute initiative aux plus dynamiques. Comme le dit Bruno Colson : " Il vaut mieux que les Européens commencent par mieux se connaître et par partager leurs expériences et leurs cultures stratégiques, tout en faisant en sorte qu'un, deux ou trois de leurs membres les plus puissants et les plus influents aient une politique de sécurité et de défense digne de ce nom, plutôt que les quinze n'en aient aucune fut-ce de concert et d'une seule voix. ". Dans la résolution de cette problématique, il est aujourd'hui manifeste que le couple franco-britannique doit jouer le rôle principal. Comme le disait le ministre des Affaires étrangères britannique, Douglas Hurd en 1995 : " nos intérêts, nos atouts, notre façon de voir l'Europe, nos espoirs et nos craintes pour le monde extérieur, font qu'il n'y a pas deux grands pays plus semblables l'un à l'autre que la France et la Grande-Bretagne. ".

Il restera cependant d'autres couples complémentaires à envisager pour rééquilibrer l'Europe dans le respect de la diversité de ses États. Un couple franco-italien pourrait offrir d'intéressantes perspectives, notamment sur le plan culturel. De même un rapprochement avec l'Espagne, en pleine renaissance et ouverte sur l'Amérique latine, renforcerait la vocation mondiale de l'Europe à laquelle sont attachées la France et la Grande-Bretagne.

CONCLUSION

La France et la Grande-Bretagne ont eu pendant des siècles la singularité de vivre une ambition collective, jusqu'à former chacune un modèle de civilisation. Elles ont, par leurs rivalités, profondément marqué l'Europe, et prolongé ses aventures sur tous les continents. Les deux guerres mondiales dans lesquelles elles ont été, l'une après l'autre saignées à blanc, ont eu pour conséquence de les ramener peu à peu à la position de puissances moyennes. Elles ont réagi différemment à ce déclin : la France en se donnant les moyens de son indépendance et en s'investissant avec l'Allemagne dans la construction européenne ; le Royaume-Uni en jouant dans le cadre de l'Alliance atlantique et de la *relation spéciale* avec les États-Unis, le rôle du brillant et influent second.

La fin de la guerre froide va bouleverser l'ordre mondial et les intérêts des principales puissances. Les États-Unis, restés la seule superpuissance, vont exercer de plus en plus ouvertement leur hégémonie dans tous les domaines, et l'Allemagne réunifiée ne va pas hésiter à reconstruire sa puissance continentale au sein de l'Europe. Bien que possédant encore tous les attributs des grandes puissances, la France et la Grande-Bretagne vont voir leurs rôles relativisés dans ce nouveau contexte. Victimes toutes deux des pièges de l'ex-Yougoslavie, elles vont alors mesurer l'érosion de leurs alliances traditionnelles, redécouvrir leurs convergences et amorcer la transformation de *l'Entente cordiale* en alliance stratégique.

Le renouveau du couple franco-britannique, qui se traduit notamment par les rapprochements parallèles du Royaume-Uni vers l'Europe et de la France vers l'OTAN, offre à l'évidence de nouvelles perspectives à l'Union européenne qui, pour sortir de ses contradictions, a besoin d'un nouveau souffle. Avec leur style diplomatique forgé par une longue expérience, leur forte culture stratégique et la nostalgie de leur grandeur, la France et la Grande-Bretagne sont en quelque sorte la conscience de l'Europe, rappelant aux autres nations européennes qu'il est toujours possible de garder son identité. Elles sont probablement les plus capables de servir de locomotives à une Europe qui, pour rester elle-même et rayonner sur le monde, doit nécessairement devenir politique et stratégique.

Britanniques et Français devront toutefois, pour ne pas paraître exclusifs, veiller à conserver ou à développer d'autres relations enrichissantes avec leurs partenaires européens et américains. La France a en particulier la chance d'être, géopolitiquement et culturellement, au centre de ces alliances ; puisse-t-elle, en restant à la hauteur de son histoire, en user pour son bien et celui de l'Europe.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages de base

- " Histoire d'Angleterre ", André Maurois de l'Académie Française, 1937.
- " Histoire de la Grande-Bretagne ", Kenneth Morgan, 1985.
- " L'état de l'Europe ", François Féron et Armelle Thoraval, 1992.
- " Le Royaume démuni ", André Wilmots, 1993.
- " Dictionnaire de géopolitique ", Yves Lacoste, 1993.
- " La crise des fondements ", Lucien Poirier, 1994
- " Europe : repenser les alliances ", Bruno Colson, 1995.
- " Les mutations de l'ordre mondial, Géopolitique des grandes puissances 1980-1995 ", Alfredo G.A. Valledao, 1995.
- " Le sang du pétrole, Bosnie ; essai de géopolitique ", Pierre M. Gallois, 1996
- " Méthodes de la géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité. ", François Thual, 1996.
- " L'Europe vers la guerre ", Paul-Marie Coûteaux, 1997.
- " Dictionnaire de géopolitique ", Aymeric Chauprade et François Thual, 1998

Reuves et principaux articles

- Revue de la défense nationale, octobre 1986 : " Grande-Bretagne : politique de défense et relations internationales ", Philippe Ducros.
- Cosmopolitiques (forum international de politique) : " La Grande-Bretagne et l'Europe ", octobre 1987.
- Notes et études documentaires n° 4997 : " La Grande-Bretagne à la fin du XX° siècle ", 1994.
- Revue de la défense nationale, mars 1994 : " Les relations extérieures de la Grande-Bretagne ", Sir Christopher Mallaby, Ambassadeur de Grande-Bretagne en France.
- Relations internationales et stratégiques n° 17 (Les enjeux de la prolifération nucléaire) dont l'article de Bruno Tertrais : " Le printemps des relations franco-britanniques ", printemps 1995.
- Valeurs actuelles, mai 1996 : " Stratégies cordiales ", Maurice Fraser.
- INSS (Strategic forum), Avril 1997.
- Foreign affairs : " How America does it " de Joseff Joffe, septembre/octobre 1997.
- L'état du monde 1998 : " Royaume-Uni, raz de marée travailliste "